



RAPPORT FINANCIER  
A N N U E L  
2019



# 10

## PRÉSENTATION **DE SMI**

- 
- › Chiffres clés
  - › Présentation des activités
  - › Dates clés
  - › Actionnariat

## » CHIFFRES CLÉS



**852M MAD**  
CHIFFRE D'AFFAIRES



**250M MAD**  
EBE



**91M MAD**  
RNP



**274M MAD**  
INVESTISSEMENTS



**5 900 T**  
RESSOURCES ET RESERVES



**790**  
COLLABORATEURS

## » PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS

La SMI (Société Métallurgique d'Imiter) produit de l'Argent métal de haute pureté (99,5 % Ag) sous forme d'anodes d'Argent. Cette activité a démarré par la valorisation des haldes argentifères d'Imiter en 1969. La mine est située à 150 km à l'Est de Ouarzazate au Maroc. Le site s'étend sur une superficie de 375 ha. Le gisement argentifère d'Imiter se distingue particulièrement par les qualités de son minerai et compte parmi les rares mines au monde où l'argent peut s'exprimer sous sa forme native. Cotée à la Bourse de Casablanca depuis 1996, la SMI, filiale du Groupe Managem dont le principal actionnaire est Al Mada « Positive Impact », est l'un des principaux producteurs d'Argent primaire en Afrique.

Fort de son expertise en géologie et en exploration, SMI met également en œuvre un programme de recherche continu, qui lui permet de renouveler ses réserves et de pérenniser ses activités dans la Mine d'Imiter.

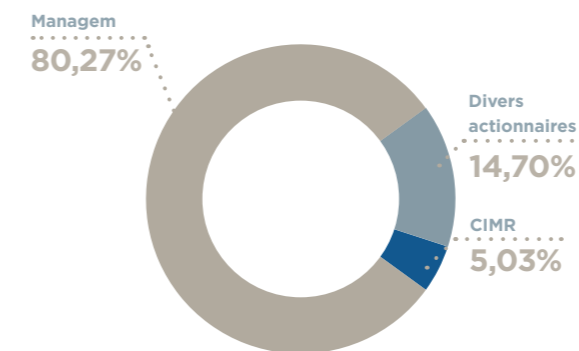
Les investissements dédiés au développement et à l'exploration de la mine s'élèvent à 274 M MAD. La finalisation de la construction de la nouvelle usine de traitement des haldes en 2019 a permis de valoriser les stocks miniers de la digue et d'augmenter la production annuelle d'argent.

La mine offre un potentiel de croissance avec plus de 5 900 tonnes métal de ressources et réserves cumulées. Au cours des trois années écoulées, SMI a accéléré son programme d'exploration de nouveaux gîtes et gisements indépendants, tout en intégrant des outils technologiques pertinents dans le traitement de données géologiques et de planification minière.

Depuis lors, la SMI poursuit un ambitieux programme de développement de la mine qui lui permet de mener une activité argentifère durable.

## » ACTIONNARIAT

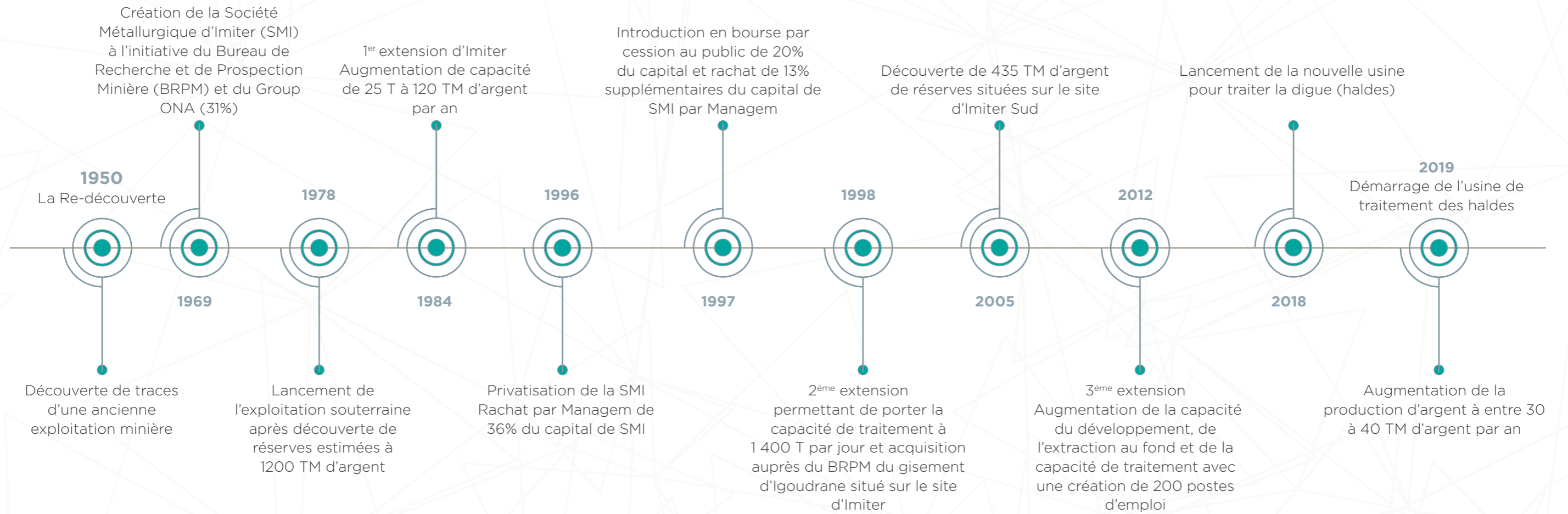
La Société Métallurgique d'Imiter (SMI) est cotée à la bourse de Casablanca.



## » LA MINE D'IMITER

Ressources totales	1 221 TM d'argent
Réserves totales	4 743 TM d'argent
Produits commercialisés	Lingots d'argent
Exploitation	Mine souterraine exploitée par tranches montantes remblayées avec du remblai mécanique ou cimenté
Traitement	Concassage, broyage, flottation

## › DATES CLÉS



A large, semi-transparent, light brown number '19' is positioned in the upper right corner of the page. The background of the entire page is a complex, light brown geometric pattern of overlapping lines and triangles.

R A P P O R T

# D'ACTIVITÉ

---

- › Faits marquants de l'année 2019
- › Performances financières
- › Perspectives



## › PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE 2019

### Démarrage de la nouvelle usine de traitement des haldes

L'année 2019 a connu le démarrage de la nouvelle usine de traitement des haldes (rejets miniers) de la mine d'Imiter afin de produire 30 à 40 TM d'argent par an.

Cette usine permet la création de valeur à travers la revalorisation des rejets miniers stockés en surface. Un projet responsable qui s'inscrit dans le cadre de l'économie circulaire.

### Performance financière en forte augmentation

Une forte croissance des volumes vendus, du chiffre d'affaires et de la rentabilité.

### Redressement des fondamentaux

Le redressement des fondamentaux de l'activité ainsi que la hausse du cours de l'argent a permis à SMI d'augmenter sa production de 25%.

## › PERFORMANCES FINANCIÈRES

### PRINCIPAUX INDICATEURS DE RÉSULTATS en M MAD

	2018	2019	Evolution en %
Chiffre d'affaires	678	852	174
Excédent Brut d'exploitation	136	386	250
Résultat d'exploitation	-150	113	262
Résultat financier	(12)	(19)	(7)
Résultat net part du groupe	-179	91	270

### Chiffre d'affaires de 4 553 M MAD en augmentation de 5% par rapport à 2018

Au terme de l'année 2019, SMI réalise un chiffre d'affaires en forte croissance : +26% par rapport à l'année précédente pour s'établir à 852 M MAD.

Cette performance reflète aussi bien l'amélioration du cours de l'Argent (+3%), que de la forte augmentation des volumes vendus (+18%) durant l'année.

La nouvelle usine de traitement des haldes (rejets miniers) a produit 19 TM d'argent durant l'année et permet à SMI de tirer profit de la tendance positive du cours de l'argent.

### Excédent Brut d'exploitation

En parallèle à la progression des ventes, SMI améliore nettement sa profitabilité en 2019 avec un excédent brut d'exploitation en hausse de 250 M MAD générant ainsi une marge EBE de 45,3% contre 20,1% en 2018.

### Résultat d'exploitation

L'évolution du résultat d'exploitation reflète l'augmentation de l'excédent brut d'exploitation, soulignant l'effort considérable réalisé en matière d'efficacité opérationnelle durant cette année.

### Résultat net

Le résultat net au titre de cette année croît de 270 M MAD pour s'établir à 91 M MAD, ceci traduisant le renforcement des fondamentaux de SMI au terme de l'année 2019.

### Dividende

Afin de renforcer la capacité financière de la société, le conseil d'administration, tenu le 20 mars 2020, proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire de ne pas distribuer de dividende au titre de cette année.

## › PERFORMANCES FINANCIÈRES

### INVESTISSEMENTS ET ENDETTEMENT

	2018	2019	Variation
CAPEX consolidés	311	274	(37)
Endettement net consolidé	24	3	(16)

Les investissements réalisés au terme de l'année 2019 se chiffrent à 274 M MAD, portant sur les travaux d'infrastructure, la recherche et la finalisation de l'usine de traitement de la digue.

L'endettement net s'est établi à 3 M MAD en amélioration de 21 M MAD par rapport à fin 2018, fruit des efforts d'amélioration de la productivité et de rationalisation des charges.

## › PERSPECTIVES

Après le démarrage réussi de la nouvelle usine de traitement des haldes, SMI compte augmenter la production de cette unité industrielle à 30 à 40 TM d'argent par an, tout en renforçant son engagement pour la transformation de ses rejets miniers en ressources et en créant de la valeur durable pour toutes ses parties prenantes.

Dans le contexte de crise sanitaire actuel, la SMI affirme sa mobilisation par tous les moyens, au même titre que celle du Groupe Managem, pour ses collaborateurs et pour les communautés voisines, afin de contribuer à la réduction de l'expansion de la pandémie du COVID-19.

## Préambule

La démarche de responsabilité sociétale de SMI s'articule sur les piliers social, environnemental et de gouvernance pour une croissance durable. Elle est en ligne avec les engagements du Groupe Managem et sous l'égide de son actionnaire de référence, Al Mada, fonds panafricain de première envergure dont la raison d'être est le « Positive Impact ».



# R A P P O R T

# ESG

- 
- › Un engagement en Responsabilité Sociétale et Environnementale consolidé au fil des années
  - › Valoriser le capital humain
  - › Protéger l'environnement
  - › Contribuer au développement socio-économique de la région
  - › Assurer une gouvernance responsable



### Note méthodologique

La réalisation de ce premier exercice de reporting extra-financier a respecté un processus strict d'identification, de collecte, de traitement des principaux indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance par un groupe de travail en interne. Un exercice effectué dans le cadre d'un processus de reporting défini par des procédures associées à une liste d'indicateurs partagés avec l'ensemble des entités de la Société.

SMI, en tant que filiale de Managem, s'appuie sur un canevas d'indicateurs formalisé en vue de rendre compte de la démarche de responsabilité sociétale et environnementale aux différentes parties prenantes.

- › Périmètre de reporting : Les données extra financières concernant les indicateurs sociaux, sociétaux, et environnementaux couvrent l'ensemble des activités du Groupe au Maroc et à l'international sauf lorsque des exceptions sont explicitement mentionnées.
- › Période de reporting : L'ensemble des indicateurs contenus dans le présent rapport couvrent les entités du Groupe pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. Les années de références sont communiquées selon la disponibilité et la complétude des données. Ainsi, l'évolution des indicateurs est indiquée lorsque les données sont à un périmètre constant en termes géographiques et de modalités de calcul des indicateurs.

- › Référentiel du reporting : Les indicateurs suivis au sein du Groupe sont en conformité avec les standards Global Reporting Initiative, ISO 26000 et la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières en termes de pertinence pour le secteur d'activité et la spécificité de ses activités et opérations. Le présent rapport reprend les indicateurs selon les exigences de ladite circulaire.
- › Modalités de reporting : Les données collectées suivent un processus formalisé de collecte, de contrôle et de validation des données. Les données sociales relatives à l'effectif et à la formation sont centralisées et extraites des systèmes d'informations dédiés tandis que celles relatives à l'accidentologie de travail et les relations sociales reposent sur la remontée des sites du Groupe. Les données environnementales et sociétales hors financières sont remontées selon des formules de calcul harmonisées et contrôlées au niveau de chaque site avant d'être consolidées au niveau Groupe. Les données de gouvernance relatives notamment au fonctionnement du Conseil et la tenue des assemblées générales sont communiquées par la Direction Juridique du Groupe. Le recueil de chaque indicateur est réalisé par une personne désignée qui est également responsable de son contrôle sur son périmètre de reporting. Une fois les données remontées, la Direction RSE procède, en vue de limiter le risque d'erreur, à un autre niveau de contrôle à travers la vérification du respect des formules de calcul, de la cohérence des données ainsi que du respect des périmètres géographiques et temporel de reporting.

## › UN ENGAGEMENT RSE CONSOLIDÉ AU FIL DES ANNEES

Depuis sa création dans les années soixante, la mine d'Imlil a constamment contribué au développement de la région et a exercé ses activités dans le respect de son écosystème et des attentes de ses parties prenantes. SMI, avec le soutien de

Managem et de son actionnaire Al Mada « Positive Impact », est déterminée à assumer pleinement ses engagements en faveur du développement économique et social de la région.



L'histoire de l'engagement de SMI en matière de responsabilité sociétale et environnementale s'est écrite et consolidée en trois temps. Jusqu'en 1966, dans un mouvement de bienveillance minière, la société a œuvré à améliorer les conditions de vie de la cité minière à Tinghir à travers, notamment, des investissements dans les infrastructures au profit des communautés riveraines et d'avantages sociaux afin de permettre l'augmentation du pouvoir d'achat dans la région.

De 1966 à 2010, SMI jouera le rôle de philanthrope institutionnel en multipliant les actions d'engagement au service du bien commun dans la région. La société a porté et financé plusieurs projets de développement au profit des riverains et s'est engagée à répondre aux demandes des communautés locales selon la performance économique du site.

### Stratégie et démarche RSE

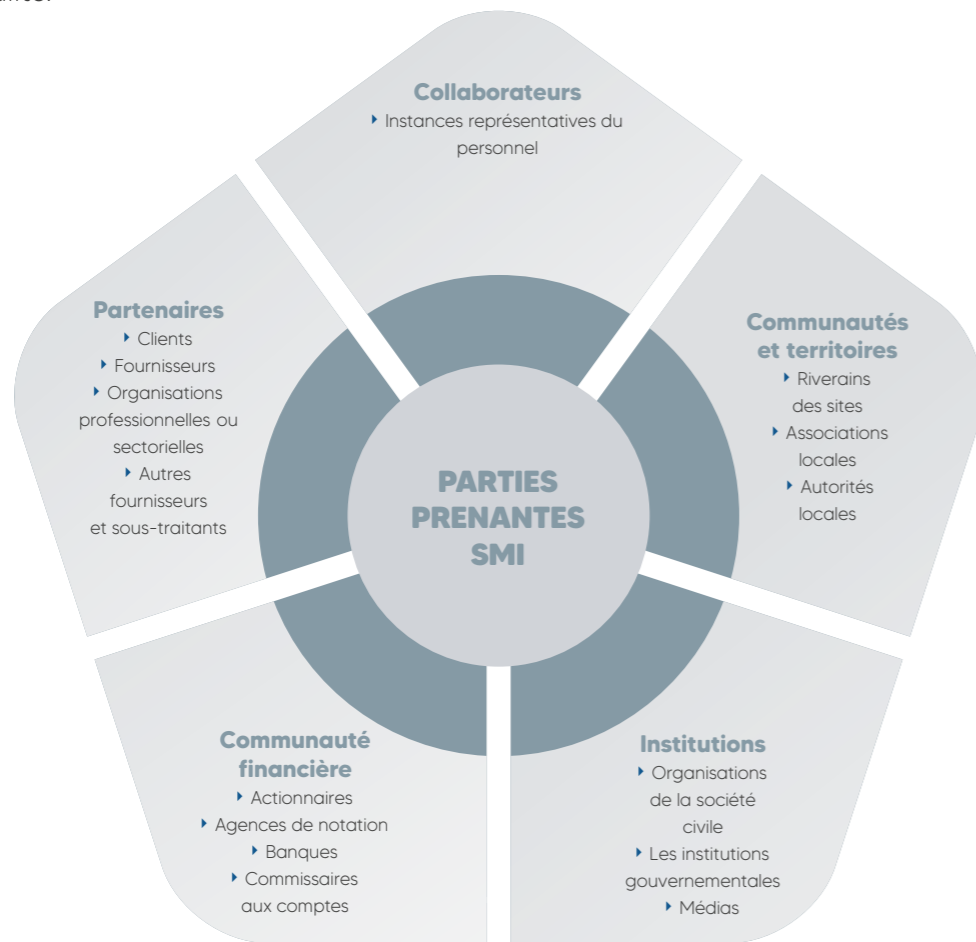
Depuis 2010, SMI réinvente son modèle de responsabilité sociale et environnementale en formalisant une démarche RSE prenant en compte les intérêts et attentes de l'ensemble des parties prenantes. Une nouvelle organisation, structurée par porteurs de sujets RSE, a été mise en place. Ainsi, la société a adopté une approche participative dans son engagement, axée sur le dialogue, la concertation et la communication et qui vient consolider près de 60 ans d'engagement responsable.

**UNE DÉMARCHE RSE STRUCTURÉE POUR UNE CO-CONSTRUCTION AVEC LES PARTIES PRENANTES**

SMI place les parties prenantes et leurs intérêts au centre de ses préoccupations et s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des actions nécessaires à cette fin.

Ces prérequis soutiennent l'entreprise dans la mise en œuvre de ses actions sociales, sociétales, environnementales et de bonne gouvernance.

Pour ce faire, SMI a défini son périmètre RSE en s'appuyant sur les enjeux propres à son secteur et en les complétant par l'analyse des parties prenantes et de leur matérialité.



Le Groupe Managem promeut un dialogue ouvert, assidu et qualitatif avec ses parties prenantes au niveau local et Corporate au Maroc et à l'international en vue de co-construire des partenariats innovants et durables. En tant que filiale du Groupe

Managem, SMI participe activement à la construction de ce dialogue dans un cadre dédié avec chacune de ses parties prenantes tant interne qu'externe pour continuer à nourrir la confiance et la durabilité avec l'ensemble de son écosystème.

**L'ANALYSE DE LA MATÉRIALITÉ**

La « matrice de matérialité » est une représentation en deux dimensions des facteurs de responsabilité sociale d'une entreprise compte tenu, d'une part, de leur potentiel d'impact sur les intérêts de l'entreprise et, d'autre part, de leur « importance » pour ses parties prenantes.

Le potentiel d'impact des facteurs de responsabilité sociale pour l'entreprise découle lui-même de l'analyse de deux facteurs:

La nature des objectifs de responsabilité sociale, hiérarchisés selon leur degré d'opposabilité:

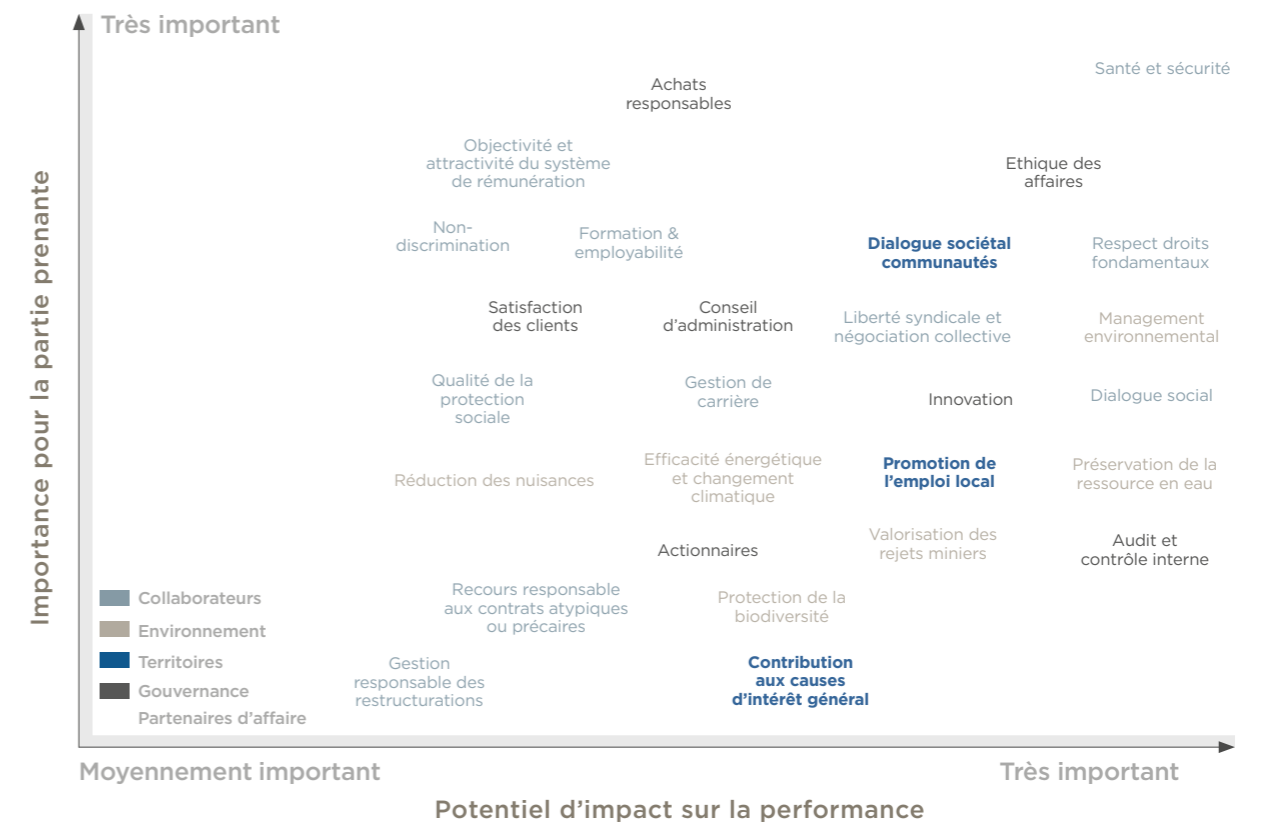


La densité des risques et des opportunités potentiellement associés à ces facteurs de responsabilité (réputation et image de marque, cohésion du capital humain, coopération, innovation, productivité, efficacité de l'organisation, efficacité des processus, sécurité juridique.

L'importance des facteurs de responsabilité sociale pour les parties prenantes est estimée en fonction de leur vulnérabilité par rapport à l'entreprise ou à son secteur d'activité:

Plus les parties prenantes sont vulnérables et plus le facteur de responsabilité sociale concerné sera considéré comme important.

**La matrice de matérialité des enjeux RSE de SMI**



**STRATÉGIE RSE**

La prise en compte du long terme, comme l'exige l'activité de SMI, concerne l'optimisation de l'impact socio-économique pour une valeur durable et responsable en intégrant au quotidien les dimensions sociales, sociétales et environnementales. En tant que filiale du Groupe Managem, SMI adhère à l'ensemble des engagements contenus dans la charte RSE de juillet 2018.



**GOVERNANCE DE LA RSE**

La gouvernance de la RSE est un levier de gestion des risques et de la promotion des valeurs du Groupe pour une meilleure redevabilité sur les performances sur les différents sujets RSE.



**LABELS ET RECONNAISSANCES**

L'approche RSE de SMI est complétée par des démarches de certification de ses sites et de ses activités selon les standards nationaux et internationaux reconnus :

	<p>Depuis septembre 2019, SMI est entrée dans l'INDICE Casablanca ESG 10 mis en place par la Bourse de Casablanca et Vigeo Eiris. Les entreprises qui composent l'indice ont été évaluées et classées sur la base de leur conformité aux 38 critères et plus de 330 indicateurs de responsabilité environnementale de gouvernance, sociale et sociétale appliqués par Vigeo Eiris.</p>
	<p>Depuis 2016, la SMI maintient sa présence au Palmarès des « Best Emerging Market performers », actualisé tous les six mois, choisis parmi un univers de référence de plus de 850 entreprises de 31 pays différents.</p>
	<p>Depuis 2015, la SMI maintient sa position dans le Palmarès des « Top performers », mettant en évidence les efforts déployés dans l'intégration des pratiques de responsabilité sociale dans la stratégie d'entreprise.</p>
	<p>Depuis 2013, la CGEM a délivrée sa reconnaissance formelle à la SMI pour son engagement volontariste sur la voie d'un développement durable.</p>
	<p>Depuis 2013, le système de management environnemental de SMI est certifié selon la norme ISO 14001.</p>

## › VALORISER LE CAPITAL HUMAIN

Garantir une rémunération et des conditions de travail équitables à tous les employés.

Offrir aux salariés un cadre de vie qui favorise la cohésion sociale et renforce le sentiment d'appartenance.

Mettre en place les procédures pour réussir le recrutement, le développement de compétence et la gestion de carrière des salariés.

Planifier et conduire de façon responsable les restructurations en consultation avec les représentants du personnel.

SMI considère les collaborateurs comme le cœur battant de la mine et met en oeuvre une politique de ressources humaines en lien avec sa culture et les valeurs que promeut le Groupe Managem.

Cette politique est axée sur le respect absolu des droits fondamentaux, la promotion de l'égalité des chances, la santé et sécurité au travail ainsi que le développement des compétences.

### RESPECT DES DROITS HUMAINS

- › Droits fondamentaux en adoptant des dispositifs robustes pour mettre en oeuvre son engagement d'interdiction formelle du travail juvénile et du travail forcé.
- › Égalité des chances en croyant profondément en la richesse et la diversité des profils en termes d'âge humain (âge, ancienneté, genre, métier, nationalité, expérience, état de santé).
- › Droit syndical : SMI dispose d'une convention collective régissant les relations sociales dans le respect absolu des conventions de l'OIT et du cadre réglementaire national.

### VALORISATION DE L'APPROCHE GENRE

La SMI est reconnue comme un acteur engagé en matière de promotion de l'emploi des femmes. Depuis le début de l'activité de la société, les femmes ont toujours été présentes parmi ses effectifs et SMI continue à déployer ses efforts pour encourager l'égalité femmes-hommes et renforcer la représentativité féminine dans toutes les catégories de métier de l'entreprise. Pour ce faire, SMI oeuvre à améliorer les conditions de travail et d'accessibilité.

La promotion d'une politique active en matière de Ressources humaines s'opère à travers l'optimisation de :

- › Conditions de travail : Suivi rigoureux de la performance de la sécurité.
- › Employabilité et compétences : Evaluation des compétences et développement de l'expertise.

### INSERTION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Outre les mesures prises pour renforcer l'accessibilité de ses locaux, SMI sensibilise ses sous-traitants à l'insertion des personnes en situation de handicap et les encourage à recourir à leurs compétences dans des postes spécifiques.

Au sein de ses opérations, la mine est engagée à procéder à des réadaptations des postes pour donner l'occasion aux collaborateurs ayant des besoins spécifiques à les maintenir en activité selon les procédures en vigueur.

Un suivi rigoureux et personnalisé de cette population est effectué par le service de la médecine de travail qui est à l'écoute et pour leur apporter le soutien nécessaire pour pallier d'éventuelles difficultés professionnelles.

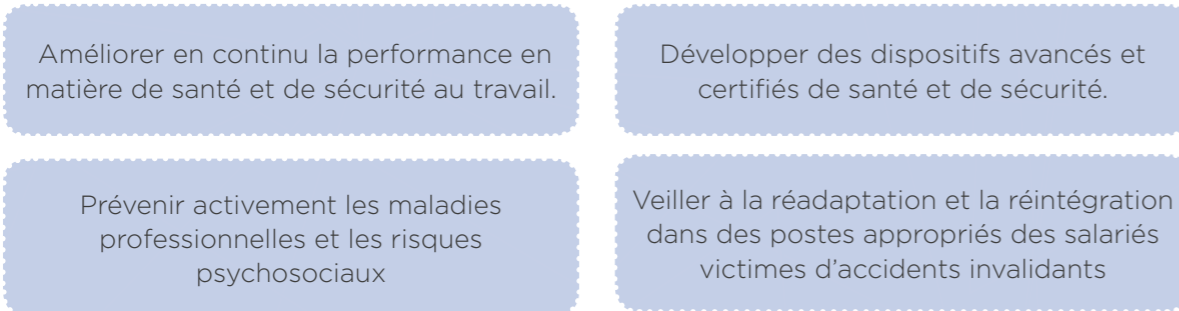
### LE CAPITAL HUMAIN

	2017	2018	2019
<b>Effectif global</b>	847	828	790
<b>Répartition de l'effectif par type du contrat du travail</b>			
Contrat à durée indéterminée	842	819	785
Contrat à durée déterminée	0	0	0
Interimaires	0	0	0
Formation insertion	5	9	5
<b>Total</b>	<b>847</b>	<b>828</b>	<b>790</b>

### Répartition de l'effectif par genre et par catégorie

	2017			2018			2019		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
<b>Cadre dirigeants</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cadres</b>	67	19	86	66	16	82	51	6	57
<b>Maîtrises</b>	138	16	154	133	16	149	119	8	127
<b>Employés</b>	118	10	128	118	10	128	112	9	121
<b>Ouvriers</b>	467	12	479	457	11	468	474	11	485
<b>Total</b>	<b>790</b>	<b>57</b>	<b>847</b>	<b>774</b>	<b>53</b>	<b>827</b>	<b>756</b>	<b>34</b>	<b>790</b>

**PRÉSERVATION DE LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DE NOS COLLABORATEURS**



SMI place la santé et la sécurité au travail comme une priorité absolue. Elle fait partie intégrante du contrat de travail des collaborateurs et de la mine.

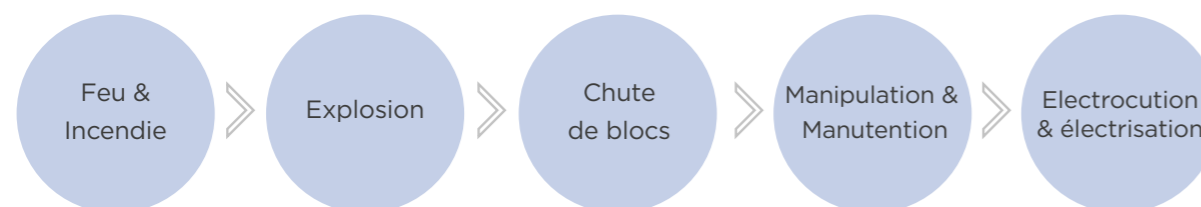
Au niveau du site minier d'Imiter, des audits sur les conditions de travail et le respect des procédures internes sont mis en place régulièrement.

En application des standards du Groupe Managem, SMI met en œuvre une analyse approfondie des postes de travail basée sur l'identification des dangers, l'évaluation des risques et les moyens de maîtrise nécessaires. Cette analyse tient compte des activités ordinaires et celles ponctuelles,

à la fois pour ses collaborateurs et les sous-traitants et les visiteurs.

L'évaluation des niveaux de risques examine des niveaux d'exposition aux dangers identifiés, la gravité des dommages susceptibles d'être générés et leurs probabilités d'occurrence et donne lieu à des modes opératoires par poste de travail.

A l'issue de cet exercice, cinq familles de risques sont identifiées, auxquelles sont associés des plans d'actions spécifiques intégrant systématiquement le volet sensibilisation et formation.



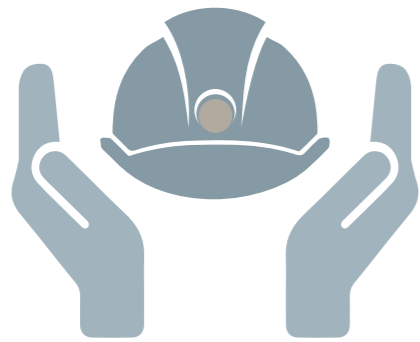
**LES PLAN D' ACTIONS SÉCURITÉ**

Domaine	Démarche et actions
Organisation SST	11% de l'effectif au sein de la mine est dédié à la Sécurité et condition de travail (55 Animateurs et 30 sauveteurs).
Sensibilisation et formation	Construction d'un plan annuel de formation sur la sécurité sur la base de l'analyse des risques, avec un objectif d'au moins deux sessions par mois.
Analyses et études des risques	Refonte complète des standards de sécurité Mise en place d'un système interne d'habilitation annuelle Déploiement d'un plan d'action spécifique axé sur les risques majeurs
Audits et surveillance	Tableau de bord mensuel regroupant 20 indicateurs groupés en 60 sous indicateurs, Réalisation des audits internes de sécurité par l'encadrement une fois par mois.
Rétribution	Intégration des objectifs de santé et sécurité à l'ensemble des collaborateurs de la mine dans les processus d'évaluation

	2017	2018	2019
Nombre d'accidents	35	40	44



**LA SÉCURITÉ EST UN LEVIER DE PERFORMANCE ET D'EXCELLENCE**



**SÉCURITÉ = RESPECT**  
De soi - Des autres - Des règles

**Notre engagement**

Adopté en Avril 2019 par le Groupe Managem, SMI se joint aux engagements contenus dans la nouvelle charte sur la santé et la sécurité.

- › Croire fermement que tout accident peut être évité ;
- › Investir les outils, les ressources et les moyens nécessaires pour éviter les accidents à travers : des analyses des risques aux postes de travail, allant de l'identification des risques jusqu'à la mise en place des moyens de maîtrise appropriés ; la mise en conformité de nos installations ;
- › Créer une "culture proactive de la sécurité" en rendant chacun de nos collaboratrices et collaborateurs conscient de son rôle, de sa responsabilité personnelle et en faisant preuve de la plus grande discipline dans la prévention des accidents ;
- › Evaluer les performances de chacun, et des responsables hiérarchiques en particulier, en tenant compte de la rigueur et de l'exemplarité dans le domaine de la sécurité ;
- › Encourager la remontée de tous les incidents, cas de premiers soins et accidents pour s'assurer de l'analyse de leur survenue car nous sommes convaincus que nous tirerons de bonnes leçons pour le futur.
- › Encourager tous nos partenaires à prendre des engagements similaires aux nôtres.

**CULTIVER LE DIALOGUE SOCIAL**

SMI cultive les principes du dialogue social afin d'être à l'écoute de ses partenaires pour l'information, la consultation ou encore la négociation autour des sujets d'intérêt commun.

**Les principes directeurs**



La première convention collective signée au Maroc



Déploiement des standards du Groupe Managem dans les Comités de Sécurité (CDS)



L'organisation du dialogue social au sein des comités selon la réglementation sociale Comité d'Hygiène et Sécurité et Comité d'Entreprise

**Déploiement du dialogue**



Création de comités dédiés pour répondre à des spécificités du site



Dialogue permanent avec les représentants du personnel



Animations pour la cohésion du collectif à travers les actions et les œuvres sociales



Une politique de la porte ouverte au sein de la Mine



Signature annuelle du protocole d'accord

**Exemples de sujets de négociations**

Dans le but de favoriser le bien être social de ses collaborateurs, SMI met à disposition de ses collaborateurs et de leurs familles une offre sociale diversifiée comme notamment :



Octroi de bourses de mérite



Accompagnement des collaborateurs pour l'accès à la propriété



Organisation d'actions d'animation socioculturelles et de festivités au sein et en dehors du site.

	2017	2018	2019
<b>Représentants du personnel</b>	22	22	22
<b>Nombre de jours de grève</b>	0	1	0



## › DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

SMI veille à assurer l'épanouissement de ses collaborateurs en leur offrant un environnement de travail de qualité et les moyens de se réaliser professionnellement tout en attirant de nouveaux talents.

La fidélisation des compétences pour accompagner le développement de la mine se déploie à travers :

- › Un programme d'intégration des nouvelles recrues ;
- › Un plan de formation pour le développement des compétences et de l'expertise métiers ;
- › Une politique de promotion visant la reconnaissance de la contribution individuelle dans les résultats collectifs ;
- › La gestion de la performance individuelle.

Un plan de formation est ainsi défini annuellement en concertation avec les différents métiers et piloté, à la fois par l'offre, pour s'aligner aux orientations stratégiques, et par la demande, suite aux aspirations formulées par les collaborateurs lors des évaluations annuelles

SMI consacre 2.5% de la masse salariale au budget de formation; le plan de réalisation est suivi régulièrement. En 2019, 69% de l'effectif a bénéficié d'au moins une action en formation. Les formations en matière de santé et sécurité couvrent l'ensemble de l'effectif sur une période de deux ans.

### GESTION DE LA PERFORMANCE INDIVIDUELLE ET RÉTRIBUTION

Dans le cadre de sa stratégie de gestion de carrière active, SMI met tout en oeuvre afin que 100% de son effectif soit intégré dans un dispositif d'évaluation.

L'évaluation de la performance individuelle des cadres chez SMI s'appuie sur le People Review qui est un processus unifié et formel dédié aux managers et aux collaborateurs leur permettant d'avoir des moments d'échange constructifs et de partage privilégiés tout en assurant un feed-back permanent, via des conversations de développement des compétences (CDC) régulières.

SMI veille à garantir un dispositif spécifique d'évaluation annuelle pour chaque catégorie de collaborateurs (collaborateurs ouvriers et collaborateurs non ouvriers).

A cet égard, et en appui de la politique du Groupe Managem, SMI offre une rémunération compétitive alliant un salaire fixe et une partie variable visant à partager les fruits de l'atteinte des objectifs selon la contribution de chacun aux résultats et complétée par des avantages sociaux.

### RECRUTEMENT ET EVOLUTION DE L'EFFECTIF

La stratégie de recrutement de SMI repose sur le principe de valorisation des compétences et de leur développement au sein des activités du site. Cette stratégie repose sur les fondamentaux de diversité et d'égalité des chances, d'insertion des jeunes à l'emploi, de promotion de l'approche genre et d'interdiction du travail des enfants, en conformité avec la charte de recrutement élaborée au niveau du Groupe Managem.

Recrutement	2017	2018	2019
<b>Cadres dirigeants</b>	0	0	0
<b>Cadres</b>	6	5	11
<b>Maîtrises</b>	7	1	6
<b>Employés</b>	15	3	9
<b>Ouvriers</b>	88	2	24
<b>Total</b>	<b>116</b>	<b>11</b>	<b>50</b>

Licenciements	2017	2018	2019
<b>Cadres dirigeants</b>	0	0	0
<b>Cadres</b>	0	0	0
<b>Maîtrises</b>	0	2	0
<b>Employés</b>	0	0	0
<b>Ouvriers</b>	1	6	4
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>4</b>

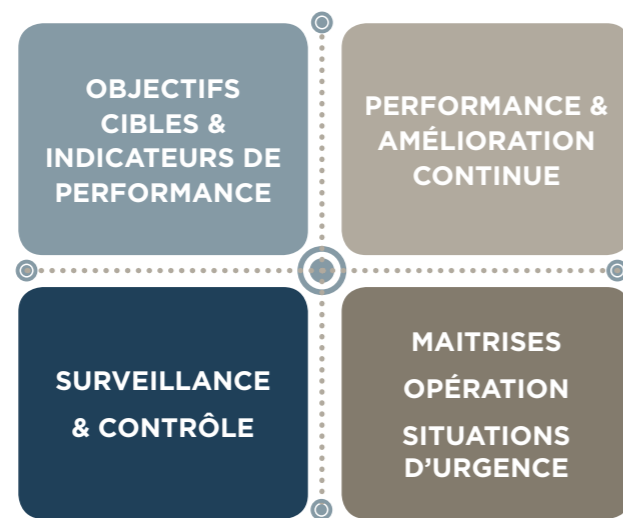
Démissions	2017	2018	2019
<b>Cadres dirigeants</b>	0	0	0
<b>Cadres</b>	3	7	10
<b>Maîtrises</b>	2	5	3
<b>Employés</b>	2	2	4
<b>Ouvriers</b>	0	1	0
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>15</b>	<b>17</b>

	2017	2018	2019
<b>Litiges sociaux individuels*</b>	0	0	0

## › PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

### STRATÉGIE ENVIRONNEMENTALE GLOBALE

L'enjeu environnemental représente un axe majeur dans la stratégie globale de SMI et son modèle environnemental est structuré pour répondre aux grands enjeux environnementaux à travers une démarche structurée et régulièrement auditée.



### STRATÉGIE ENVIRONNEMENTALE ET MANAGEMENT

Dans le cadre de ses engagements en matière de développement durable, SMI opère selon une stratégie environnementale élaborée sur la base d'un diagnostic de matérialité des enjeux environnementaux et de la prise en compte d'indicateurs pertinents et d'objectifs prédéfinis. En effet, sa politique environnementale se traduit à travers des objectifs chiffrés par impact en prenant en compte l'étude des aspects environnementaux lors de la phase de conception des projets. SMI veille à intégrer un plan de prévention dans l'ensemble de ses projets. Cette politique est consolidée grâce à des actions de sensibilisation et de formation aux thématiques environnementales, l'organisation de visites de terrain mensuelles par un

cadre et l'amélioration de l'affichage et la signalisation au niveau de la mine.

Par ailleurs, le Plan de surveillance établi par SMI comprend plusieurs points pour le suivi des différents impacts sur l'eau, le sol, la qualité de l'air et des émissions et les vibrations et bruit. A noter qu'en 2019, 100% des demandes externes ont été traitées dans le cadre du plan de surveillance, atteignant ainsi l'objectif prédéfini pour cette année.

Le pilotage des indicateurs environnementaux s'opère à partir d'un tableau de bord mensuel de neuf axes. C'est ainsi que, suivant un rythme mensuel, une revue de direction est organisée pour assurer un pilotage dynamique.

### RÉDUCTION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

SMI poursuit une politique active de réduction et de mesure de l'empreinte de ses activités sur l'environnement.

Impact	Objectifs	Exemples d'actions déployées
Eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Réduction de la consommation ;</li> <li>› Recyclage de la ressource hydrique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Epaisseur des rejets flottation,</li> <li>› Barges flottantes pour le retour digue,</li> <li>› Bassin géo-membrane à l'aval des digues,</li> <li>› Neutralisation des rejets,</li> <li>› Système d'irrigation par goutte à goutte.</li> </ul>
Energie	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Réduction de la consommation énergétique ;</li> <li>› Réduction des émissions ;</li> <li>› Augmentation des énergies renouvelables.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Chasses aux pertes énergétiques à travers une maintenance préventive notamment pour l'air comprimé, l'aération, et surveillance du rendement des moteurs,</li> <li>› Actions spécifiques sur les engins consommant de l'énergie,</li> <li>› Recours à l'énergie de source renouvelable.</li> </ul>
Déchets	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Valorisation des rejets miniers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Valorisation des anciennes halles,</li> <li>› Valorisation des stériles miniers pour la mise à niveau des pistes ainsi que le remblayage des vides.</li> </ul>
Digue	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Surveillance de la Digue.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Confortement des digues existantes,</li> <li>› Etude et réalisation des nouvelles digues,</li> <li>› Auscultation et suivi des mouvements des digues en interne et en externe,</li> <li>› Intégration du risque des digues dans le Plan d'Opération Interne de la mine.</li> </ul>

Le Système de Management Environnemental de SMI est certifié selon la norme 14 001. La société n'a fait l'objet d'aucun litige ni poursuite au cours de 2019.

Indicateurs	2019
Consommation Eau (m3)	2 441 753
Ratio de consommation d'eau par tonnage traité (m3/TT)	2,12
Taux de recyclage	70%
Consommation globale d'électricité (MWH)	63 289
Ratio de consommation d'électricité de source propre	88%
Ratio de consommation d'électricité par tonnage traité (KWH/TT)	55



**NOUVELLE USINE DE TRAITEMENT DES HALDES ARGENTIFÈRES :**

Modèle d'un projet d'économie circulaire et la prise en compte des facteurs RSE dès la conception du projet

L'usine de traitement des digues SMI a été lancée à partir du 2<sup>ème</sup> semestre 2018 et a démarré au mois de février 2019.



**Investissements et construction**

 <p>Temps de construction six mois</p>	 <p>Démarrage en février 2019</p>	 <p>Investissement global de 105 MMAD</p>
---	--	--

**Fonctionnement et Production**

 <p>Revalorisation des rejets de l'usine, soit un tonnage annuel à traiter de 360 000T/an</p>	 <p>Production de 30 à 40 T Métal/an</p>
---	--

**Impact environnemental et emploi**

 <p>Utilisation des eaux recyclées dans les processus de traitement</p>	 <p>Recrutement de 35 postes à plein temps (cadres, agents de maîtrise, techniciens, ouvriers)</p>
--	--



Restockage de rejets dans des digues conçues conformément aux exigences environnementales

**› SMI CONTRIBUTEUR AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION**

Dans le cadre de son ancrage territorial, SMI contribue activement au développement des communautés locales. Un engagement ancré historiquement depuis le démarrage de la mine, par le développement de l'infrastructure au niveau local, la promotion de l'emploi et la contribution effective dans la promotion du développement socio-économiques des zones avoisinantes.

**DES ACTIONS SOCIÉTALES ORGANISÉES AUTOUR DE 3 AXES :**

SMI agit en faveur du développement des communautés dans un rayon de 50 km autour de la mine d'Imiter dans la province de Tinghir, selon les trois axes stratégiques d'intervention sociétale, à savoir :



**ENTREPRENARIAT SOCIAL**

Conformément à la stratégie RSE du Groupe Managem, SMI a initié un programme, en partenariat avec INJAZ AL MAGHRIB pour promouvoir l'entrepreneuriat dans ses zones minières.

Ce partenariat a permis d'élaborer différents programmes adaptés aux réalités du terrain et aux différentes tranches d'âge de la population locale.

**CONTRIBUTION À LA VALORISATION DU PATRIMOINE DE LA RÉGION**

En partenariat avec l'INDH et la commune rurale d'Imider, la SMI a procédé à la restauration de la Kasbah d'Imider, emblème du patrimoine de la région mais qui menaçait ruine, pour en faire un centre de formation sur les métiers de l'artisanat. Ce projet a mobilisé une enveloppe budgétaire globale de 900 000 MAD.

### FORMATION DES COMMUNAUTÉS ET SOUTIEN AUX COOPÉRATIVES ET ENTREPRISES LOCALES

L'un des piliers principaux de la stratégie sociétale de la SMI repose sur la promotion des activités génératrices de revenus, et particulièrement celles permettant aux femmes de devenir autonomes financièrement et de déployer leur fort potentiel pour le développement socio-économique de leur communauté. C'est ainsi que la SMI a contribué à la réhabilitation de centres multifonctionnels au profit de 1000 femmes en partenariat avec la Collectivité Locale de Ouaklim et l'INDH.

SMI, à travers son activité industrielle, génère la création d'emplois indirects, à travers de la sous-traitance ou la création d'activités nouvelles dans la région, telles que le transport, la restauration, le soudage, les travaux souterrains.

L'écosystème de SMI dans la région compte près de 10 sous-traitants permanents identifiés et plus de 700 salariés, majoritairement issus des communes avoisinantes :

- › 76% de l'effectif provient de la région de Draa-Tafilalet.
- › 58% de l'encadrement est natif principalement de Tinghir et Er-Rachidia.

### APPUI À LA RÉUSSITE SCOLAIRE DES ENFANTS DES LOCALITÉS AUTOUR D'IMITER

Dans une volonté d'offrir aux enfants des communes dans laquelle l'entreprise opère, les conditions nécessaires pour leur réussite scolaire, la SMI a contribué à la construction, au réaménagement et à l'équipement de classes scolaires et préscolaires et la construction de blocs sanitaires au niveau de plusieurs communes. La Société a également construit des terrains de sport de proximité.

Dans l'optique de favoriser la réussite scolaire et l'épanouissement des enfants, la SMI a mis en place un vaste programme d'appui au transport scolaire au profit des enfants des villages avoisinant, ainsi qu'un programme de colonies de vacances. Outre sa prise en charge directe et quotidienne des élèves issus des villages limitrophes, la SMI a investi depuis 2013, plus de 1,5 M MAD additionnels dans des programmes de partenariat avec d'autres partenaires (INDH, Collectivités et société civile) pour l'achat de moyens de transport scolaire au profit de plus de 1600 élèves.

### BIEN-ÊTRE DE LA COMMUNAUTÉ

Avec une volonté d'améliorer les conditions de vie des populations environnantes, SMI a contribué à l'amélioration des infrastructures locales, afin de contribuer au désenclavement de certaines communes et la création d'une dynamique sportive dans la zone.

Fortement impliquée dans la vie locale, SMI prend part régulièrement aux festivités et activités sociales et culturelles de la région.

Par ailleurs, SMI, mobilise ses forces vives et matérielles pour intervenir auprès de ses communautés lors d'événements exceptionnels tels que les intempéries.

Engagement sociétal	Unité	2017	2018	2019
Bien être	%	77%	13%	40%
Education & Jeunesse & Entreprenariat	%	23%	87%	60%

### PARTENARIAT

Fort de son engagement avec les parties prenantes, les partenariats de la SMI se veulent inclusifs et impliquent les autorités locales, les élus et les représentants de la société civile.

Engagement sociétal	Unité	2017	2018	2019
Partenaires	Nombre	18	23	24
Réunion avec les partenaires	Nombre	17	21	30

### UNE DÉMARCHE DE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DE NOS CLIENTS ET FOURNISSEURS

La fonction des achats des biens et des services est centralisée au sein du Groupe Managem et est assujettie à un code de déontologie qui s'adresse à l'ensemble des collaborateurs du Groupe, en relation avec des fournisseurs et des sous-traitants et repose sur les quatre principes fondateurs :

Au niveau de la mine, SMI promeut une politique active d'achats régionale en ayant recours aux fournisseurs et sous-traitants locaux. A cet égard, les considérations d'emploi local, de respect des normes sociales, d'environnement et d'éthique sont incluses dans les clauses contractuelles et font l'objet d'une évaluation annuelle.

- › Prévention des conflits d'intérêts
- › Interdiction de toute forme de corruption
- › Promotion de l'égalité et la saine concurrence :
- › Promotion de notre politique de développement durable chez nos sous-traitants.

Considérant que les fournisseurs et sous-traitants sont des intervenants clés de la chaîne de valeur, la production d'un métal de qualité est réalisée selon les meilleurs standards en matière contractuelle et de responsabilité sociétale pour les clients dont la satisfaction anime l'ensemble des acteurs de la mine.

## › ASSURER UNE GOUVERNANCE RESPONSABLE

### ÉTHIQUE, DÉONTOLOGIE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

SMI dispose d'un code de déontologie conformément aux dispositions sur les sociétés cotées. Un responsable de la déontologie a été nommé depuis Juillet 2014.

En vue de se hisser aux meilleurs standards en matière d'éthique, Managem et ses filiales se sont penchés sur l'élaboration d'un Code d'Éthique et de Conduite des affaires qui sera opérationnel en 2020 avec un plan de formation qui va couvrir l'ensemble de ses collaborateurs.

Concernant la prévention de corruption, SMI applique la procédure du Groupe en matière d'achat qui définit plusieurs niveaux de validation et de contrôle avant contractualisation d'un achat qui est soumis à la triple signature.

Le risque de corruption est intégré au périmètre sous revue du Risk Management et du contrôle interne et des missions d'audits internes sont menées à fréquence régulière pour en vérifier la conformité et prévenir les risques potentiels de corruption.

Aucun incident relatif à l'éthique ne fût remonté en 2019.

### COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SMI est administrée par un conseil d'administration et ses membres sont nommés par l'Assemblée Générale et renouvelés ou révoqués par elle.

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'Administration comptait sept membres.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales.

Dans ce dernier cas, lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent pour une durée de mandat identique au sien, qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire et de la personne morale qu'il représente.

SMI est en cours de mise en conformité avec les dispositions de l'article 41 bis de la loi n° 20-19, publiée au bulletin officiel en avril 2019, modifiant et complétant la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, et notamment sur les critères d'indépendance des administrateurs.

SMI prévoit d'être en conformité avec les dispositions de la loi précitée au cours de 2020.

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'administration de SMI était composé des membres suivants :

Membres du Conseil d'Administration	Fonction	Nomination	Dernier Renouvellement	Expiration du mandat	Lien avec le Groupe Managem
<b>M. Imad TOUMI</b>	Président Directeur Général	28/01/2016	27/05/2016	AGO 2022	Président Directeur Général
<b>M. Bassim JAI HOKIMI</b>	Administrateur	04/06/2002	22/05/2014	AGO 2020	Administrateur de Managem et Al Mada
<b>MANAGEM Rep. par M. Youssef EL HAJJAM</b>	Administrateur	09/11/2009	15/05/2015	AGO 2021	Directeur Général des opérations métaux de base de Managem
<b>Mme Amina BENKHADRA</b>	Administrateur	10/09/2015	27/05/2016	AGO 2022	Administrateur CMG et CTTA
<b>SIGER Rep. par M. Hassan OURIAGLI</b>	Administrateur	24/09/2019	-	Ratification sa cooptation AGO 2020	Président Directeur Général Al Mada
<b>M. Ahmed LOUALI</b>	Administrateur	04/06/2002	22/05/2014	AGO 2020	Actionnaire Al Mada actionnaire de Managem
<b>Mme. Noufissa KESSAR</b>	Administrateur	24/09/2019	-	AGO 2026	Administrateur MANAGEM, CMG et CTTA

Le tableau suivant présente les représentants d'une personne morale administrateur au 31 décembre 2019

Membres du Conseil d'Administration	Fonction actuelle (SMI)	Personne morale administrateur représentée	Fonction actuelle (Société représentée)	Lien de la société représentée avec SMI
<b>M. Hassan OURIAGLI</b>	Administrateur	SIGER	PDG	Maison mère de Managem
<b>Youssef EL HAJJAM</b>	Administrateur	MANAGEM	Directeur Général des opérations métaux de base de Managem	Maison mère de SMI



### FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Actions de garantie

Selon les statuts de SMI, les administrateurs se doivent de détenir au moins une action pendant toute la durée de leur mandat.

#### Durée des fonctions des administrateurs

La durée des fonctions des administrateurs est de six années, chaque année étant entendue comme la période courue entre deux Assemblées Générales Ordinaires annuelles consécutives.

#### Rémunération des administrateurs

Au titre de l'année 2019, SMI a distribué 480 000 MAD en jetons de présence.

#### Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit, sur convocation de son Président, au moins 2 fois par an et aussi souvent que la loi ou l'intérêt de la Société l'exige. Le Président fixe l'ordre du jour du Conseil d'Administration, en tenant compte des demandes d'inscription sur ledit ordre des propositions de décisions émanant

de chaque administrateur. Le Conseil d'Administration se réunit au siège ou en tout autre endroit indiqué dans la lettre de convocation.

En cas de non réunion du Conseil d'Administration depuis plus de deux mois, le Directeur Général ou le tiers au moins des administrateurs peut demander au Président du Conseil d'Administration de convoquer le Conseil. En cas de non convocation du Conseil d'Administration par son Président dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande, ledit Directeur Général ou lesdits administrateurs peuvent convoquer le Conseil d'Administration à se réunir tout en établissant l'ordre du jour objet de la convocation.

Les sujets de responsabilité sociétale et environnementale sont discutés entre les administrateurs lors de la présentation de l'activité du groupe.

#### Taux de présence effective aux séances du CA en 2019

Date de Conseil d'Administration	Taux de présence
20 mars 2019	5/6 administrateurs
24 septembre 2019	6/7 administrateurs

### COMITÉS SPÉCIALISÉS

Conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés anonymes, la Société s'est dotée d'un comité d'audit :

#### Comité d'audit

<b>Périodicité</b>	Semestriel
<b>Membres</b>	M. Bassim JAI HOKIMI; Mme Amina BENKHADRA; Mme. Noufissa KESSAR
<b>Objectif</b>	S'assurer de l'équilibre financier de la société et surveiller les risques auxquels elle pourrait être exposée.
<b>Attributions</b>	La méthode d'élaboration des comptes sociaux et consolidés ; L'examen des comptes annuels et semestriels, ainsi que de la situation financière ; La sélection des CAC ; Le dispositif du contrôle interne, de la gestion des risques, des règles de gouvernance et de la déontologie.

### LES ORGANES DE DIRECTION

Les statuts de SMI stipulent que la direction générale est assumée soit (i) par le Président du Conseil d'Administration avec le titre de Président Directeur Général, soit (ii) par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en

toutes circonstances au nom de la Société.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées Générales et des pouvoirs spécifiques du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration a opté pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

En conséquence, il a confirmé M. Imad TOUMI en qualité de Président Directeur Général pour la durée de son mandat.

### LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Dirigeants	Fonction actuelle	Date d'entrée en fonction
Imad TOUMI	Président Directeur Général	Janvier 2016
Naoual ZINE	Directrice Générale Reminex & Projets	Juillet 2019
Zakaria RBII	Directeur des Ressources Humaines, de la Communication et du développement durable	Juin 2018

### RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS

A l'instar de toutes les filiales du groupe, la gouvernance de la société SMI est assurée par les fonctions Corporate de Managem dans le cadre des conventions réglementées.



**BIOGRAPHIES DES ADMINISTRATEURS**

**M.Imad Toumi,**  
Président Directeur Général

Monsieur Imad TOUMI est diplômé de l'Ecole Polytechnique (X 1982), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Etudes Commerciales de Paris (MBA HEC 2000). Il a une expérience de plus de 20 ans en management de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines. Après un début de carrière au sein du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), il rejoint AREVA en 2002 où il occupera plusieurs postes, dont la Direction Générale de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger. Il a aussi été membre du Comité de Direction de la branche Mines d'AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.

**M. Bassim JAI HOKIMI,**  
administrateur

Diplômé de l'Ecole Polytechnique et d'un Master en Computer Science à l'Université de Stanford en Californie aux Etats-Unis. M.HOKIMI occupe actuellement le poste de Président Directeur Général d'ATLAMED, une société anonyme basée à Casablanca, ayant pour objet le capital investissement et le conseil financier.

Après ses expériences dans les systèmes d'information (Royal Air Maroc), la banque de marchés (Mediafinance au Maroc), et le conseil (Orga Consultants à Paris), M.HOUKIMI prendra la présidence du groupe SNI/ONA (actuellement AL MADA) de 2002 à 2005.

Depuis février 2019, M. Hokimi est nommé PDG d'Involys.

**M. Hassan OURIAGLI,**  
administrateur

Diplômé de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, M. OURIAGLI occupe actuellement les postes de Président Directeur Général du groupe AL MADA, et d'administrateur dans plusieurs filiales du groupe. Auparavant, M. OURIAGLI occupait les postes suivants :

- › Directeur associé à Cap Gemini Ernst & Young, à Paris ;
- › Directeur attaché à la présidence ONA, chargé des participations financières ;
- › Directeur délégué de l'ONA, absorbée par la SNI en 2010.

**Mme. Amina Benkhadra,**  
administrateur représentante de l'ONHYM

Diplômée et ingénieur civil des mines de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Nancy en 1978. Mme Benkhadra a également un doctorat en sciences et techniques minières (ENSM Paris), en plus d'une double formation en management à l'Université de Columbia (1990). Aujourd'hui, elle occupe le poste de Directrice Générale de l'ONHYM. Auparavant, elle occupait les postes de :

- › Directrice Générale de l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières (Onarep) ;
- › Directrice générale du Bureau des recherches et participations minières (BRPM) ;

- › Directrice des mines au ministère de l'Energie et des Mines ;
- › Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie et des Mines, chargée du Développement du secteur minier ;
- › Ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement

**M. Youssef EL HAJJAM,**  
Administrateur représentante de Managem

Diplômé de l'Ecole Polytechnique en 1993 puis de l'Ecole des Mines de Paris en 1995, M. EL HAJJAM rejoint Managem la même année en tant qu'ingénieur en charge du traitement à CTT Guemassa. Il occupera ensuite plusieurs postes de responsabilité dans l'activité hydrométallurgie, notamment Responsable du projet Hydro II et Responsable d'exploitation des usines Cobalt II. En 2002, il rejoint l'activité « ingénierie » en tant que Directeur de projet. Il est ensuite chargé de la Direction de la mine de SAMINE. En 2005, il occupe le poste de Directeur technique des exploitations minières avant d'être nommé Directeur de développement. En 2008, il est nommé Directeur Général de la Branche Métaux Précieux puis Directeur Général de la Branche métaux précieux & Fluorine en 2011.

Depuis Juillet 2019, M. EL HAJJAM est Directeur Général des opérations métaux de base.

**Mme. Noufissa KESSAR**

Administrateur

Diplômée de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, Mme KESSAR occupe depuis 2015 le poste de Directrice exécutive d'AL MADA (ex SNI). Auparavant, elle occupait les postes suivants :

- › Ingénieur-cadre à la direction de l'organisation du groupe Nestlé, à Vevey (Suisse) ;
- › Directrice d'Attijari Finances Corp ;
- › Directrice de la direction des financements structurés au sein du groupe Attijariwafa bank ;
- › Directrice exécutive du groupe Attijariwafa bank, en charge de la création de la banque privée.

**BIOGRAPHIES DES DIRIGEANTS**

**M. Imad TOUMI (né en 1964),**  
Président Directeur Général  
(voir page 38 ci-dessus)

**Mme Naoual ZINE (née en 1976)**

Mme ZINE est diplômée de l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs (1998). Elle rejoint Managem la même année en charge de la gestion du projet d'extension de l'usine à la mine de SMI. Une année plus tard, elle prendra en charge le service de planification minière à SMI. En 2003, elle rejoint la Direction Générale des exploitations minières Maroc en tant que Responsable du contrôle de gestion et gestion des investissements de l'activité minière du groupe. A partir de 2005, elle est nommée Directrice chargée du contrôle général qui regroupe les trois fonctions : contrôle de gestion stratégique, audit interne et risk management. En 2009, elle est nommée Directrice Financière et du Contrôle de Gestion Corporate et devient Directrice Générale Adjointe Stratégie & Finance en 2017.

En 2019, Mme ZINE a été nommée Directrice Générale Reminex & Projets.

**M. Zakaria RBII (né en 1967),**

Directeur Exécutif des des Ressources Humaines, de la Communication et du développement durable

M. RBII est diplômé de l'Institut National Polytechnique de Toulouse en 1990 et obtient un Master de l'ESG Paris en 1991. Il bénéficie d'une expérience de plus de 27 ans dans le domaine des Ressources Humaines qu'il a exercé dans plusieurs grands groupes au Maroc mais aussi à l'international ; notamment à ST Microelectronics où il démarre sa carrière en tant que HR Development Manager de 1991 à 1996. Il rejoint Unilever pour occuper le poste de DRH Maghreb jusqu'en 2000 où il prend le poste de DRH Afrique du Nord chez Kraft Food. En 2005, il rejoint Toyota-Alijico et occupe le poste de Directeur Général HR Corporate pour l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie et ce jusqu'en 2011 ; année où il accède au poste de Directeur des Ressources Humaines Afrique du Nord au sein du Groupe Danone. Il est nommé VP Ressources Humaines Centrale Danone Maroc & People & Learning Afrique & Moyen Orient, poste qu'il occupe jusqu'au mois de Mai 2018.

Depuis Juin 2018, M. RBII est Directeur Exécutif des Ressources Humaines, de la communication & du développement durable de Managem Group.

**AUTRES MANDATS DES ADMINISTRATEURS DE SMI SA**

**M. IMAD TOUMI**

Société	Activité	Lien avec le Groupe Managem	Fonction
<b>AKKA GOLD MINING (AGM)</b>	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
<b>COMPAGNIE DE TIFNOUT TIRANIMINE (CTT)</b>	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
<b>COMPAGNIE MINIERE DE GUEMASSA (CMG)</b>	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
<b>SAGAX Maghreb S.A</b>	Travaux d'exploration minière	Filiale	Président Directeur Général
<b>CIMR</b>	Caisse de Retraite	Aucun	Président Directeur Général
<b>CTTA</b>	Transport et travaux aériens	Associé	Président Directeur Général
<b>AFRICAPLANE</b>	Transport aérien	GIE	Président Directeur Général
<b>REMINEX</b>	Recherche et Ingénierie minière	Filiale	Président Directeur Général
<b>MANAGEM SA</b>	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
<b>SOCIETE ANONYME D'ENTREPRISES MINIERES (SAMINE)</b>	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
<b>SOCIETE MINIERE DE BOU GAFFER (SOMIFER)</b>	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
<b>TECHSUB</b>	Sondages et travaux souterrains miniers	Filiale	Président Directeur Général
<b>COMPAGNIE MINIERE D'OUMJRANE (C.M.O.)</b>	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
<b>COMPAGNIE MINIERE DE SAGHRO (C.M.S.)</b>	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
<b>COMPAGNIE MINIERE DE DADES</b>	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
<b>MANACET</b>	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
<b>MANATRADE</b>	Commercialisation de minerais	Filiale	Président Directeur Général
<b>Managem INTERNATIONAL</b>	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
<b>Fondation ONA</b>	Association d'utilité publique	Aucun	Membre

### III - RAPPORT ESG

#### M. Hassan OURIAGLI

Sociétés	Fonction
AL MADA	Président Directeur Général
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTA NAPHTA	Président Directeur Général
COMPAGNIE MAROCAINE D'HUILERIE CMH	Président Directeur Général
DAN MAROC	Président Directeur Général
FINANCIERE DE PRISE DE PARTICIPATIONS	Président Directeur Général
FIRST CONNECT SAT	Président Directeur Général
GLOBAL COMMUNICATIONS	Président Directeur Général
INVEST CO HOLDING INVEST CO	Président Directeur Général
LONGOMETAL Afrique	Président Directeur Général
ONA COURTAGE	Président Directeur Général
ONA INTERNATIONAL ONAI	Président Directeur Général
RESERVES IMMOBILIERES	Président Directeur Général
SOCIETE FINANCIERE DE GESTION ET DE PLACEMENT SFGP	Président Directeur Général
FONDATION ONA	Président
FONDATION SUZANNE ET JEAN EPINAT FONDATION EPINAT	Président
IMMO MASUR	Gérant
ACIMA	Administrateur
AFRICAPLANE	Administrateur
ATTIJARIWAFI BANK AWB	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
COPROPAR	Administrateur
DIGIBAY	Administrateur
GROUP INVEST	Administrateur
HOSPITALITY HOLDING COMPANY H.Co	Administrateur
LAFARGE MAROC	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC LHM	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC AFRIQUE LHMA	Administrateur
MANAGEM	Administrateur
MARJANE HOLDING MARJANE	Administrateur
NAREVA HOLDING NAREVA	Administrateur
NAREVA POWER	Administrateur
OFNA	Administrateur
OHIO	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN OGM	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS PRESTIGE RESORTS	Administrateur
RADIO MEDITERRANEE INTERNATIONALE RMI	Administrateur
RIHLA IBN BATTUTA PROD RIHLA	Administrateur
SAPINO	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE AGENA	Administrateur
SOCIETE AFRICAINE DE TOURISME SAT	Administrateur
SOCIETE CENTRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS SCII SCII	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE DARWA	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE MANDARONA	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERER AZZAHRO SOCIETE IMMOBILIERE HAWAZINE	Administrateur
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER SMI	Administrateur
WAFI ASSURANCE	Administrateur
WANA CORPORATE	Administrateur

#### M. Bassim JAI HOKIMI

Sociétés	Fonction
ATLAMED	Président Directeur Général
AM INVEST MOROCCO	Président Directeur Général
COFIMAG	Président Directeur Général
INVOLYS	Président Directeur Général
GEMA CORP	Administrateur
GEMADEC	Administrateur
SECURIMAG	Administrateur
SOFRENOR	Administrateur
EGFI	Administrateur
INTEX CO	Administrateur
WATEC	Administrateur
3P FUND	Administrateur
AL MADA	Administrateur
SMI	Administrateur
Tuyauto Gestamp Morocco	Administrateur

#### M. Youssef EL HAJJAM

Sociétés	Fonction
MCM	Administrateur
Nigeim	Administrateur
Manub	Administrateur
REG	Administrateur
Managem Gabon	Administrateur
TMC	Administrateur
Lamilu	Administrateur
Luambo Mining	Administrateur
MANAGEM SA	Administrateur
CMG	Administrateur
SAMINE	Administrateur
CTT	Administrateur
SMM	Administrateur
MANAGUINEE	Administrateur
BEYLA	Administrateur
MANAGOLD	Administrateur
BUKIMA	Administrateur
MANACET	Administrateur

### III - RAPPORT ESG

#### Mme. Amina BENKHADRA

Société	Fonction
MANAGEM SA	Administrateur
CMG	Administrateur

#### M. Ahmed LOUALI: Néant

#### Mme. Noufissa KESSAR

Sociétés	Fonction
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS	Administrateur
MARJANE HOLDING	Administrateur
COMPAGNIE CHERIFIEENNE DES PRODUITS DU NAPHTE	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
SOPRIAM	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
COMPAGNIE MINIERE DES GUEMASSA	Administrateur
COMPAGNIE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAUX AERIENS (CTTA)	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
SOTHERMA	Administrateur

#### RELATION AVEC LES ACTIONNAIRES : INFORMATIONS COMMUNIQUÉES AUX ACTIONNAIRES

Conformément aux exigences réglementaires, SNEP informe régulièrement ses actionnaires par le biais de son site internet où sont répertoriées l'ensemble des publications légales exigées pour toute société cotée en bourse.

#### LISTE DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Titre du Communiqué de Presse	Date
CP relatif aux indicateurs du T3-19	27/11/2019
CP financier S1-19	25/09/2019
CP relatif aux indicateurs au 2ème trimestre 2019	26/08/2019
Avis de convocation à l'AGO du 27 mai 2019	25/04/2019
CP Résultats SMI au 31/12/2018	21/03/2019



# COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

- 
- › Rapport de Gestion
  - › Comptes sociaux
  - › Rapport des commissaires aux comptes
  - › Déclaration des honoraires des commissaires aux comptes

## › RAPPORT DE GESTION

### ACTIVITÉ

#### Ventes

	31/12/2019	31/12/2018	Evol° % Vs 2018	30/06/2019
Tonnage Kg	174 421	144 306	20.9%	91 537
Cours \$/oz	16.08	15.93	0.9%	15.18
Parité \$/DH	9.61	9.37	2.6%	9.60
C.A export KDH	840 165	661 411	27.0%	415 579

Le chiffre d'affaires de SMI s'élève à fin Décembre 2019 à 851.8MDH contre 678.1MDH réalisé à fin Décembre 2018, soit une hausse de 173.7MDH liée principalement à la hausse des volumes vendus pour un impact de +138.1MDH confortée par l'impact positif de l'appréciation du dollar et prix moyen de ventes (+40.7MDH).

#### Couverture de l'argent

##### Bilan de couvertures à fin Décembre 2019 :

Le bilan de couverture Argent à fin Décembre 2019 est de -1.2MUSD détaillé comme suit :

Métaux / Change	Ag SMI
Positions Couvertes	1 540 000
Cours moyen d'engagement	16.39
Cours moyen de Clôture	17.14
Bilan de couvertures	-1.15 M\$

##### Engagements de couvertures au 31/12/2019 :

Sous-jacent	Année	Protection (Oz)	Cours de protection (\$/Oz)	Engagement (Oz)	Cours d'engagement (\$/Oz)
Argent SMI	2020	1 980 000	17.71	2 000 000	18.23

#### Production

	31/12/2019	31/12/2018	Evol° % Vs 2018	30/06/2019
Minerai traité (T)	1 159 261	946 499	22.5%	538 972
Teneur (g Ag/t)	186.7	182.1	2.5%	203.3
Rendement métal (%)	81.6	83.3	-2.1%	84.1
Métal produit (Kg)	176 504	143 645	22.9%	92 177

#### Recherche

##### Exploration

Le montant des travaux d'exploration, recherche et développement à fin Décembre 2019 s'élève à 58 138KDH.

##### Projet de traitement des rejets de Digue SMI

La baisse structurelle de la teneur d'argent à SMI et la disponibilité d'une ressource d'Argent au niveau des digues ont conduit au lancement du projet de Traitement de la Digue à SMI pour compenser la baisse de teneur moyenne traitée en augmentant le tonnage via l'extension des installations de traitement actuelles pour le traitement des digues.

Le traitement des digues, permettrait à SMI de produire environ 30 TM/an d'Argent par an. L'investissement pour la réalisation de ce projet est de 105 MDH.

L'année 2018 a connu la réalisation de ce projet et sa construction.

En Mars dernier, les premières anodes d'Argent ont été coulées dans la nouvelle usine. La production de cette usine est de 19 Tonnes métal d'Argent à fin 2019.

##### Réserves-ressources

##### Argent SMI

Réserves	4 743
Ressources (*)	1 221

### RÉSULTATS

#### Indicateurs clés (en MDH)

Indicateurs	31/12/2019	31/12/2018	Evol° % Vs 2018	30/06/2019
Chiffre d'affaires	851.8	678.1	173.7	423.9
Excédent Brut d'exploitation	386.0	136.0	250.0	195.2
Résultat d'exploitation	112.6	-149.9	262.5	60.0
Résultat financier	-12.5	-19.4	6.9	-9.0
Résultat courant	100.1	-169.3	269.4	51.0
Résultat Non courant	-4.7	-6.1	1.4	-2.4
Résultat avant impôt	95.4	-175.4	270.8	48.6
Résultat net	91.1	-178.8	270.0	45.4
Marge brute autofinancement	367.6	107.2	260.4	182.7
Investissements	274.0	311.0	-37.0	160.8
Effectif	790	827	-37	804



## IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

### Commentaires

#### Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation enregistre un avancement de 262.5MDH soit +112.6MDH à fin Décembre 2019 contre -149.9MDH à fin Décembre 2018 s'expliquant principalement par la hausse de la production et baisse des cash cost en conséquence ainsi que l'appréciation des cours de vente.

#### Résultat financier

Le résultat financier est de -12.5MDH à fin Décembre 2019 contre -19.4MDH à fin Décembre 2018 soit une hausse de 6.9MDH qui résulte principalement de l'impact positif du bilan de change pour +15.2MDH compensant ainsi l'impact négatif lié à la baisse des produits financiers.

#### Résultat net

A fin Décembre 2019, le résultat net s'établit à +91.1MDH contre -178.8MDH à fin Décembre 2018; soit une hausse de 270.0MDH qui se rationalise comme suit :

- › Variation du résultat d'exploitation : +262.5MDH.
- › Variation du résultat financier : +6.9MDH
- › Variation du résultat non courant : +1.4MDH
- › Effet impôts : -0.8MDH

#### Investissements

A fin Décembre 2019, le montant des investissements s'élève à 274.0MDH, détaillé comme suit :

Recherche & développement	58.1 MDH
Infrastructure	71.0 MDH
Investissements physiques	66.4 MDH
Projet d'extension (Extension usine et projet de traitements des rejets de digue)	76.4 MDH
Augmentation créances immobilisées	2.1 MDH

### SITUATION FINANCIÈRE

Indicateurs	31/12/2019	31/12/2018	Evol° Vs 2018
<b>Capitaux propres</b>	1 187.4	1 096.2	91.1
<b>Fonds de roulement</b>	293.7	200.1	93.6
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	314.8	200.7	114.1
<b>BFR exploitation (¹)</b>	297.0	223.2	73.8
<b>Endettement financier (***)</b>	3.3	23.1	-19.8
<b>fonds accordés par le Groupe</b>	0.0	22.6	-22.6

(¹)En dehors du CCA

(\*\*\*) Endettement externe + trésorerie passif - trésorerie actif +/- comptes courants d'associés

A fin Décembre 2019, les capitaux propres enregistrent une hausse de 91.1MDH par rapport à fin 2018 s'expliquant par le résultat net à fin Décembre de +91.1MDH

Le fonds de roulement à fin Décembre 2019 affiche une augmentation de 93.6MDH détaillée ci-dessous :

<b>Variation du Financement Permanent</b>	<b>95.1 MDH</b>
Résultat net	91.1 MDH
Reprises / provisions pour risques et charges	3.9 MDH
<b>Variation de l'Actif Immobilisé</b>	<b>1.5 MDH</b>
Investissements	274.0 MDH
Dotations d'amortissements	-272.5 MDH

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation à fin Décembre 2019 enregistre une hausse de 73.8MDH expliquée comme suit :

<b>Variation de l'Actif Circulant</b>	<b>78.5 MDH</b>
Stocks	31.9 MDH
Comptes clients	32.8 MDH
Etat débiteur	-1.5 MDH
Personnel débiteur	0.4 MDH
Comptes de régularisation - actif	14.3 MDH
Ecarts de Conversion actif	0.6 MDH
<b>Variation du passif circulant</b>	<b>4.7 MDH</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	4.2 MDH
Etat créditeur	9.2 MDH
Personnel créditeur	-6.8 MDH
Organismes sociaux	-1.2 MDH
Autres provisions pour risques et charges	0.6 MDH
Ecarts de conversion-Passif	-0.5 MDH

## IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

### Décomposition du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance

En application de la loi 15-95 formant Code de Commerce, telle que complétée par la loi 32-10, sur les délais de paiement, nous vous communiquons ci-dessous la décomposition par échéance du solde des dettes fournisseurs en MDH :



Le montant des dettes échues de plus 90 jours est constitué principalement par des factures litigieuses.

### PERSPECTIVES D'AVENIR

Poursuivre les efforts d'amélioration des performances de SMI.

## GOVERNANCE

### Gouvernance de Société Métallurgique d'Imiter « SMI »

Dénomination sociale	Société Métallurgique d'Imiter « SMI »
Siège social	Twin center, tour A, angle boulevard Zerktouni et Al Massira Al Khadra, BP 5199, Casablanca - Maroc
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'Administration
Site web	<a href="http://www.managemgroup.com/">http://www.managemgroup.com/</a>
Date de constitution	17 novembre 1960
Durée de vie	La durée de la société est fixée à 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation prévue par les statuts ou par la loi.
N° Registre du commerce	Immatriculé au RC de Casablanca N° 89.663
Exercice social	Du 1er janvier au 31 décembre.
Capital social au 30/11/2019	Le capital social est fixé à 164,5 MMAD.
Consultation des documents juridiques	Les documents juridiques de la société, notamment les statuts, les procès-verbaux des Assemblées Générales, les rapports de gestion et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social de SMI.
Objet social	Exploitation minière
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de Commerce de Casablanca
Textes législatifs	De par sa forme juridique, la Société est régie par la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée, ainsi que par ses statuts. De par son activité, elle est soumise loi n° 33-13 relative aux mines ainsi que ses décret d'applications De par sa cotation à la Bourse de Casablanca, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés financiers

**LISTE DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS MANAGEM**

**M. Imad TOUMI, Président du conseil d'administration**

Société	Activité	Lien avec le Groupe Managem	Fonction
MANAGEM SA	Activité minière		PDG
AKKA GOLD MINING (AGM)	Exploitation minière	Filiale	PDG
COMPAGNIE DE TIFNOUT TIRANIMINE (CTT)	Exploitation minière	Filiale	PDG
COMPAGNIE MINIERE DE GUEMASSA (CMG)	Exploitation minière	Filiale	PDG
SAGAX Maghreb S.A	Travaux d'exploration minière	Filiale	PDG
CIMR	Caisse de Retraite	Aucun	PDG
Fondation ONA	Association d'utilité publique	Membre	Représentant de Managem
CTTA	Transport et travaux aériens	Associé	PDG
AFRICAPLANE	Transport aérien	GIE	PDG
REMINEX	Recherche et Ingénierie minière	Filiale	PDG
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER (SMI)	Exploitation minière	Filiale	PDG
SOCIETE ANONYME D'ENTREPRISES MINIERES (SAMINE)	Exploitation minière	Filiale	PDG
SOCIETE MINIERE DE BOU GAFFER (SOMIFER)	Exploitation minière	Filiale	PDG
TECHSUB	Sondages et travaux souterrains miniers	Filiale	PDG
COMPAGNIE MINIERE D'OUMJRANE (C.M.O.)	Exploitation minière	Filiale	PDG
COMPAGNIE MINIERE DE SAGHRO (C.M.S.)	Exploitation minière	Filiale	PDG
COMPAGNIE MINIERE DE DADES	Exploitation minière	Filiale	PDG
MANACET	Holding de participation	Filiale	PDG
MANATRADE	Commercialisation de minerais	Filiale	PDG
Managem INTERNATIONAL	Holding de participation	Filiale	PDG

**M. Bassim JAI HOKIMI**

Sociétés	Fonction
MANAGEM SA	Administrateur
ATLAMED	PDG
AM INVEST MOROCCO	PDG
COFIMAG	PDG
INVOLYS	PDG
GEMA CORP	Administrateur
GEMADEC	Administrateur
SECURIMAG	Administrateur
SOFRENOR	Administrateur
EGFI	Administrateur
INTEX CO	Administrateur
WATEC	Administrateur
3P FUND	Administrateur
AL MADA	Administrateur
SMI	Administrateur
Tuyauto Gestamp Morocco	Administrateur

**M. Hassan OURIAGLI**

Sociétés	Fonction
AL MADA	PDG
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTE NAPHTA	PDG
COMPAGNIE MAROCAINE D'HUILERIE CMH	PDG
DAN MAROC	PDG
FINANCIERE DE PRISE DE PARTICIPATIONS	PDG
FIRST CONNECT SAT	PDG
GLOBAL COMMUNICATIONS	PDG
INVEST CO HOLDING INVEST CO	PDG
LONGOMETAL Afrique	PDG
ONA COURTAGE	PDG
ONA INTERNATIONAL ONAI	PDG
RESERVES IMMOBILIERES	PDG
SOCIETE FINANCIERE DE GESTION ET DE PLACEMENT SFGP	PDG
FONDATION ONA	Président
FONDATION SUZANNE ET JEAN EPINAT FONDATION EPINAT	Président
IMMO MASUR	Gérant
ACIMA	Administrateur
AFRICAPLANE	Administrateur
ATTIJARIWAFI BANK AWB	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
COPROPAR	Administrateur
DIGIBAY	Administrateur

#### IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

GROUP INVEST	Administrateur
HOSPITALITY HOLDING COMPANY H.Co	Administrateur
LAFARGE MAROC	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC LHM	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC AFRIQUE LHMA	Administrateur
MANAGEM	Administrateur
MARJANE HOLDING MARJANE	Administrateur
NAREVA HOLDING NAREVA	Administrateur
NAREVA POWER	Administrateur
OFNA	Administrateur
OHIO	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN OGM	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS PRESTIGE RESORTS	Administrateur
RADIO MEDITERRANEE INTERNATIONALE RMI	Administrateur
RIHLA IBN BATTUTA PROD RIHLA	Administrateur
SAPINO	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE AGENA	Administrateur
SOCIETE AFRICAINE DE TOURISME SAT	Administrateur
SOCIETE CENTRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS SCII SCII	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE DARWA	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE MANDARONA	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERER AZZAHRO SOCIETE IMMOBILIERE HAWAZINE	Administrateur
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER SMI	Administrateur
Wafa ASSURANCE	Administrateur
WANA CORPORATE	Administrateur

#### Mme. Noufissa KESSAR

Sociétés	Fonction
MANAGEM SA	Administrateur
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS	Administrateur
MARJANE HOLDING	Administrateur
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTE	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
SOPRIAM	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
COMPAGNIE MINIERE DES GUEMASSA	Administrateur
COMPAGNIE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAUX AERIENS (CTTA)	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
SOTHERMA	Administrateur

#### Mme. Amina Benkhadra

Sociétés	Fonction
MANAGEM SA	Administrateur
CMG	Administrateur
SMI	Administrateur

#### M. Youssef EL HAJJAM

Sociétés	Fonction
MCM	Administrateur
Nigeim	Administrateur
Manub	Administrateur
REG	Administrateur
Managem Gabon	Administrateur
TMC	Administrateur
Lamilu	Administrateur
Luambo Mining	Administrateur
MANAGEM SA	Administrateur
CMG	Administrateur
SAMINE	Administrateur
CTT	Administrateur
SMM	Administrateur
MANAGUINEE	Administrateur
BEYLA	Administrateur
MANAGOLD	Administrateur
BUKIMA	Administrateur
MANACET	Administrateur

#### Identité des commissaires aux comptes

Prénoms et noms	Mme. Sakina BENSOUA KORACHI	M. Faïçal MEKOUAR
Dénomination ou raison sociale	Deloitte Audit	Fidaroc Grant Thornton
Adresse	Bd Sidi Mohammed Benabdellah Bâtiment C - Tour Ivoire 3 La Marina - Casablanca	47 Boulevard Hassan 2, Casablanca 20250, Maroc
Numéro de téléphone	(212) 522 22 40 25	(212) 522 54 45 00
Numéro de fax	(212) 522 22 40 78	(212) 522 29 66 70
Adresse électronique	Sbensouda@deloitte.com	f.mekouar@fidarocgt.ma
Date du 1 <sup>er</sup> exercice soumis au contrôle	Exercice 2008	Exercice 2017
Date d'expiration du mandat actuel	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2019	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2019

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

» COMPTES SOCIAUX

BILAN ACTIF		EXERCICE CLOS LE 31/12/2019			
ACTIF	Exercice			Exercice Précédent Net	
	Brut	Amortissements et provisions	Net		
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>					
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)</b>	3 685 190,04	3 576 270,04	108 920,00		
• Frais préliminaires	1 639 876,34	1 639 876,34			
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 045 313,70	1 936 393,70	108 920,00		
• Primes de remboursement des obligations					
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	1 361 299 332,67	1 326 568 748,23	34 730 584,44	72 044 080,43	
• Immobilisation en recherche et développement	1 361 119 713,42	1 326 439 128,98	34 680 584,44	35 000 939,55	
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	179 619,25	129 619,25	50 000,00	54 071,95	
• Fonds commercial					
• Autres immobilisations incorporelles				36 989 068,93	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	2 686 459 603,72	1 895 132 059,98	791 327 543,74	754 742 454,48	
• Terrains	13 918 198,00		13 918 198,00	13 458 198,00	
• Constructions	1 481 372 420,41	1 024 624 144,43	456 748 275,98	415 528 111,72	
• Installations techniques, matériel et outillage	820 672 535,80	579 200 367,62	241 472 168,18	123 620 841,22	
• Matériel transport	313 637 815,79	258 322 844,86	55 314 970,93	71 769 533,34	
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	38 654 413,48	32 984 703,07	5 669 710,41	7 037 374,54	
• Autres immobilisations corporelles					
• Immobilisations corporelles en cours	18 204 220,24		18 204 220,24	123 328 395,66	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)</b>	103 714 495,75		103 714 495,75	101 614 495,75	
• Prêts immobilisés					
• Autres créances financières	103 714 495,75		103 714 495,75	101 614 495,75	
• Titres de participation					
• Autres titres immobilisés					
<b>ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)</b>					
• Diminution des créances immobilisées					
• Augmentation des dettes de financement					
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>4 155 158 622,18</b>	<b>3 225 277 078,25</b>	<b>929 881 543,93</b>	<b>928 401 030,66</b>	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
<b>STOCKS (F)</b>	145 594 763,94	2 926 249,95	142 668 513,99	110 794 855,65	
• Marchandises					
• Matières et fournitures consommables	76 181 427,08	2 926 249,95	73 255 177,13	74 322 425,92	
• Produits en cours					
• Produits intermédiaires et produits résiduels					
• Produits finis	69 413 336,86		69 413 336,86	36 472 429,73	
<b>CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	345 461 515,86	164 642,91	345 296 872,95	281 540 030,08	
• Fournisseurs, débiteurs, avances et acomptes	4 517 257,15		4 517 257,15	7 919 255,61	
• Clients et comptes rattachés	197 766 154,38	164 642,91	197 601 511,47	161 395 307,80	
• Personnel - Débiteur	8 332 248,05		8 332 248,05	7 908 899,66	
• Etat - Débiteur	94 280 376,16		94 280 376,16	95 810 364,42	
• Comptes d'associés	17 754 126,74		17 754 126,74		
• Autres débiteurs	257 185,00		257 185,00	266 569,00	
• Comptes de régularisation - Actif	22 554 168,38		22 554 168,38	8 239 633,59	
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>					
<b>ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (I)</b> (Éléments circulants)					
	990 003,31		990 003,31	348 123,09	
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>492 046 283,11</b>	<b>3 090 892,86</b>	<b>488 955 390,25</b>	<b>392 683 008,82</b>	
<b>TRÉSORERIE</b>					
<b>TRÉSORERIE-ACTIF</b>	7 166 103,50		7 166 103,50	14 367 359,30	
• Chèques et valeurs à encaisser					
• Banques, T G et C C P débiteurs	2 379 876,79		2 379 876,79	9 810 931,80	
• Caisses, Régies d'avances et accreditifs	4 786 226,71		4 786 226,71	4 556 427,50	
<b>TOTAL III</b>	<b>7 166 103,50</b>		<b>7 166 103,50</b>	<b>14 367 359,30</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>4 654 371 008,79</b>	<b>3 228 367 971,11</b>	<b>1 426 003 037,68</b>	<b>1 335 451 398,78</b>	

BILAN PASSIF		EXERCICE CLOS LE 31/12/2019	
PASSIF	Exercice	Exercice Précédent Net	
		Exercice	Exercice Précédent Net
<b>FINANCEMENT PERMANENT</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
• Capital social ou personnel (1)	164 509 000,00	164 509 000,00	164 509 000,00
• Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé = Capital appelé dont versé	164 509 000,00	164 509 000,00	164 509 000,00
• Primes d'émission, de fusion, d'apport			
• Écarts de réévaluation			
• Réserve légale	16 450 900,00	16 450 900,00	16 450 900,00
• Autres réserves	413 073 444,98	413 073 444,98	413 073 444,98
• Report à nouveau (2)	502 193 547,66	681 029 025,88	681 029 025,88
• Résultats nets en instance d'affectation (2)			
• Résultat net de l'exercice (2)	91 144 420,57	-178 835 478,22	-178 835 478,22
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>1 187 371 313,21</b>	<b>1 096 226 892,64</b>	<b>1 096 226 892,64</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)</b>			
• Subventions d'investissement			
• Provisions réglementées pour amortissements dérogatoires			
• Provisions réglementées pour plus-values en instance d'imposition			
• Provisions réglementées pour investissements			
• Provisions réglementées pour reconstitution des gisements			
• Provisions réglementées pour acquisition et construction de logements			
• Autres provisions réglementées			
<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>			
• Emprunts Obligataires			
• Emprunts auprès des établissements de crédit			
• Avances de l'Etat			
• Dettes rattachées à des participations et billets de fonds			
• Avances reçues et comptes courants bloqués			
• Fournisseurs d'immobilisations, cautionnements reçus et autres dettes de financement			
<b>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES &amp; CHARGES (D)</b>	36 186 940,00	32 257 552,00	32 257 552,00
• Provisions pour risques	36 186 940,00	32 257 552,00	32 257 552,00
• Provisions pour charges			
<b>ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)</b>			
• Augmentation des créances immobilisées			
• Diminution des dettes de financement			
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 223 558 253,21</b>	<b>1 128 484 444,64</b>	<b>1 128 484 444,64</b>
<b>PASSIF CIRCULANT</b>			
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>			
• Fournisseurs et comptes rattachés	172 899 877,72	190 880 100,59	190 880 100,59
• Clients créditeurs, avances et acomptes	112 267 442,08	108 060 717,83	108 060 717,83
• Personnel - Créancier	14 265 444,09	21 066 516,81	21 066 516,81
• Organismes Sociaux	14 067 001,41	15 302 693,63	15 302 693,63
• Etat - Créancier	30 447 542,02	21 287 138,11	21 287 138,11
• Comptes d'associés - Créanciers		22 550 873,26	22 550 873,26
• Autres Créanciers			
• Comptes de régularisation - Passif	1 852 448,12	2 612 160,95	2 612 160,95
<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>	990 003,31	348 123,09	348 123,09
<b>ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (Éléments circulants) (H)</b>	305 976,96	787 407,28	787 407,28
<b>TOTAL II (F+G+H)</b>	<b>174 195 857,99</b>	<b>192 015 630,96</b>	<b>192 015 630,96</b>
<b>TRÉSORERIE</b>			
<b>TRÉSORERIE - PASSIF</b>			
• Crédits d'escompte			
• Crédits de trésorerie	10 000 000,00		
• Banques (soldes créditeurs)	18 248 926,48	14 951 323,18	14 951 323,18
<b>TOTAL III</b>	<b>28 248 926,48</b>	<b>14 951 323,18</b>	<b>14 951 323,18</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>1 426 003 037,68</b>	<b>1 335 451 398,78</b>	<b>1 335 451 398,78</b>







#### IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

##### ETAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)

###### I - TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT ( T.F.R )

Exercice Clos le 31.12.2019

		ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1	Ventes de marchandises ( en l'etat )		
	2	- Achats revendus de marchandises		777 090,60
I	=	MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ETAT		-777 090,60
II	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	1 079 656 020,61	888 439 762,65
	3	Ventes de biens et services produits	851 770 635,65	678 058 658,37
	4	Variation de stocks de produits	32 289 973,76	2 707 451,83
	5	Immobilisations produites par l'Es pour elle même	195 595 411,20	207 673 652,45
III	-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	468 784 975,68	513 536 498,23
	6	Achats consommés de matières et fournitures	361 151 801,11	387 434 950,13
	7	Autres charges externes	107 633 174,57	126 101 548,10
IV	=	VALEUR AJOUTEE ( I+II+III )	610 871 044,93	374 126 173,82
	8	+ Subventions d'exploitation		
V	-	Impôts et taxes	3 378 375,18	5 108 093,66
	10	- Charges de personnel	221 486 725,17	233 038 389,86
	=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION ( E.B.E )	386 005 944,58	135 979 690,30
	=	INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION ( I.B.E )		
	11	+ Autres produits d'exploitation		
	12	- Autres charges d'exploitation	480 000,00	480 000,00
	13	+ Reprises d'exploitation: transfert de charges	2 721 138,73	2 116 053,30
	14	- Dotations d'exploitation	275 653 488,87	287 502 888,40
VI	=	RESULTAT D'EXPLOITATION ( + ou - )	112 593 594,44	-149 887 144,80
VII		RESULTAT FINANCIER	-12 484 373,26	-19 412 782,86
VIII	=	RESULTAT COURANT ( + ou - )	100 109 221,18	-169 299 927,66
IX		RESULTAT NON COURANT ( + ou - )	-4 677 343,61	-6 073 050,56
	15	- Impôts sur les résultats	4 287 457,00	3 462 500,00
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE ( + ou - )	91 144 420,57	-178 835 478,22

##### II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT ( C.A.F ) - AUTOFINANCEMENT

	1			
			* Benefice +	91 144 420,57
			* Perte -	-178 835 478,22
	2	+	Dotation d'exploitation (1)	272 562 596,01
	3	+	Dotations financières (1)	
	4	+	Dotations non courantes (1)	36 086 940,00
	5	-	Reprises d'exploitation. (2)	
	6	-	Reprises financières (2)	
	7	-	Reprises non courantes (2) (3)	32 157 552,00
	8	-	Produits des cessions d'immobilisations	209 921,13
	9	+	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées.	116 084,75
I			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	367 636 404,58
	10	-	Distributions de bénéfices	143 122 830,00
II			<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>367 636 404,58</b>
				<b>-35 930 365,93</b>

##### II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT ( C.A.F ) - AUTOFINANCEMENT

	1			
			* EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) +	386 005 944,58
			* INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE) -	
	2	+	Autres produits d'exploitation	
	3	+	Autres charges d'exploitation	480 000,00
	4	+	Reprises d'exploitation; transferts de charges	2 721 138,73
	5	-	Dotations d'exploitation	3 090 892,86
	6	-	Produits financiers	5 559 084,04
	7	-	Charges financières	18 043 457,30
	8	-	Produits non courants	203 799,38
	9	+	Charges non courantes	951 754,99
I	10		Impôts sur les résultats	4 287 457,00
			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	367 636 404,58
	11	-	Distributions de bénéfices	143 122 830,00
II			<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>367 636 404,58</b>
				<b>-35 930 365,93</b>

## IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

### PRINCIPALES METHODES D'ÉVALUATION SPECIFIQUES À L'ENTREPRISE

EXERCICE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

INDICATION DES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
I.	<p><b>ACTIF IMMOBILISE</b></p> <p><b>A. ÉVALUATION A L'ENTREE</b></p> <p>1. Immobilisations en non-valeurs : Comprennent les frais de prospections et d'acquisitions enregistrés à leur valeur d'acquisition et amortis à raison de 20% l'an.</p> <p>2. Immobilisations incorporelles : Englobent - La valeur d'acquisition des permis miniers . - La valeur d'acquisition et/ou de production des frais de R &amp; D amortis, soit à raison de 20% l'an, soit sur la durée d'exploitation des réserves découvertes.</p> <p>3. Immobilisations corporelles : Sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties selon une méthode linéaire sur la base de la durée de vie des équipements.</p> <p>4. Immobilisations financières : Concernent les prêts au personnel, les dépôts et cautionnements et les bons de trésor le placement en bons de trésor dans le cadre de l'utilisation de la provision du fond social correspondant à 20% de la PRG. A noter que la provision pour reconstitution des gisements a été supprimée par la loi de finances 2008</p>
II.	<p><b>ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)</b></p> <p><b>A. ÉVALUATION A L'ENTREE</b></p> <p>1. Stocks : - Les stocks consommables sont évaluées à leur prix d'achat majoré le cas échéant des frais accessoires réels d'achats. - Les stocks de minerais sont évalués au coût de production déterminé sur la base des charges d'exploitation de l'exercice.Ce coût ne comprend pas les charges du siège,les amortissements des non valeur,les amortissements des immobilisations incorporelles,les frais financiers et les provisions pour dépréciation. Le coût du stock est comparé à la valeur nette de réalisation. le stock est comptabilisé pour la valeur la plus faible des deux</p> <p>2. Créances : Les créances sont enregistrées à leur valeur d'entrée évaluée au cours de la date de transaction</p> <p><b>B. CORRECTIONS DE VALEUR</b></p> <p>1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation:  -Les stocks : La valeur des stocks de consommables est corrigée au moment de l'arrêté pour tenir compte des dépréciations éventuelles ( obsolet, )</p> <p>2. Méthodes de détermination des écarts de conversion Actif: Les créances libellées en devises sont revalorisée aux taux de clôture et réajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif.Les pertes de change latentes sont constatées dans le CPC par le biais de provisions financières.Les gains latents ne sont pas constatés dans le CPC.</p>
III.	<p><b>FINANCEMENT PERMANENT</b></p> <p>1. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées : Ces méthodes sont conformes aux textes de lois.</p>
IV.	<p><b>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES</b></p> <p>En l'absence de règles comptables relatives au traitement des instruments dérivés applicables aux contrats de ventes à terme, La société métallurgique d'Imiter (SMI), par référence aux principes de prudence et de spécialisation des exercices a constaté pour les contrats de couverture des métaux, des provisions pour risques et charges couvrants: 1. Les moins values latentes qui découleraient d'une sur-couverture, résultant des différences entre les volumes de ventes à terme des métaux prévus aux contrats et ceux de la production prévisionnelle et ce, sur la période couverte.</p>
V.	<p><b>PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)</b></p> <p>1. Dettes du passif circulant : Les dettes relatives aux créanciers étrangers sont enregistrées à leur valeur d'entrée selon les cours de facturation.</p> <p>2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges Les provisions pour risques et charges correspondent aux pertes de change latentes constatées sur les dettes et les créances libellées en devises et converties au taux de clôture.</p> <p>3. Méthodes de détermination des écarts de conversion passif : Les dettes libellées en devises sont converties aux taux de clôture et réajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif.Les pertes de change latentes sont constatées dans le CPC par le biais de provisions financières.Les gains latents ne sont pas constatés dans le CPC.</p>

### ETAT DE DEROGATIONS

EXERCICE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
" I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux"	Néant	
" II. Dérogations aux méthodes d'évaluation"	Néant	
" III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse"	Néant	

### ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
" I. Changements affectant les méthodes d'évaluation"	Néant	
" II. Changements affectant les règles de présentation"	Néant	

### DETAIL DES NON VALEURS

EXERCICE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

COMPTE	INTITULE	MONTANT
<b>PRINCIPAL</b>		
211	FRAIS PRELIMINAIRES	1 639 876,34
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	1 639 876,34
<b>212</b>	<b>CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES</b>	<b>2 045 313,70</b>
2121	Frais d'acquisition des immobilisations	491 934,00
2125	Frais d'émission des emprunts	
2128	Autres charges à répartir	1 553 379,70
<b>213</b>	<b>CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES</b>	
2130	Primes de remboursement des obligations	
	<b>TOTAL</b>	<b>3 685 190,04</b>

#### IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

##### TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERS

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'e/se pour elle même	Virement	Cession	Retrait	virement	
<b>IMMOBILISATION EN NON-VALEURS</b>	<b>3 549 040,04</b>	<b>136 150,00</b>						<b>3 685 190,04</b>
* Frais préliminaires	1 639 876,34							1 639 876,34
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 909 163,70	136 150,00						2 045 313,70
* Primes de remboursement obligations								
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 340 150 342,27</b>		<b>58 138 059,33</b>				<b>36 989 068,93</b>	<b>1 361 299 332,67</b>
* Immobilisation en recherche et développement	1 302 981 654,09		58 138 059,33					1 361 119 713,42
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	179 619,25							179 619,25
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles	36 989 068,93						36 989 068,93	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>2 435 801 634,84</b>	<b>76 211 548,08</b>	<b>137 457 351,87</b>	<b>150 165 018,95</b>			<b>113 175 950,02</b>	<b>2 686 459 603,72</b>
* Terrains	13 458 198,00	460 000,00						13 918 198,00
* Constructions	1 303 677 162,01	23 819 392,53	95 166 588,25	58 709 277,62				1 481 372 420,41
* Installations techniques, matériel et outillage	662 427 059,45	36 568 639,96	42 290 763,62	79 386 072,77				820 672 535,80
* Matériel de transport	295 036 068,24	6 550 060,99		12 051 686,56				313 637 815,79
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	37 874 751,48	761 680,00		17 982,00				38 654 413,48
* Autres immobilisations corporelles Informatique								
* Immobilisations corporelles en cours	123 328 395,66	8 051 774,60					113 175 950,02	18 204 220,24

##### TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissements sur immobilisations sorties	Cumul d'amortissement fin exercice
	1			2
<b>IMMOBILISATION EN NON-VALEURS</b>	<b>3 549 040,04</b>		<b>27 230,00</b>	<b>3 576 270,04</b>
* Frais préliminaires	1 639 876,34			1 639 876,34
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 909 163,70		27 230,00	1 936 393,70
* Primes de remboursement obligations				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 268 106 261,84</b>		<b>58 462 486,39</b>	<b>1 326 568 748,23</b>
* Immobilisation en recherche et développement	1 267 980 714,54		58 458 414,44	1 326 439 128,98
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	125 547,30		4 071,95	129 619,25
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 681 059 180,36</b>		<b>214 072 879,62</b>	<b>1 895 132 059,98</b>
* Terrains				
* Constructions	888 149 050,29		136 475 094,14	1 024 624 144,43
* Installations techniques, matériel et outillage	538 806 218,23		40 394 149,39	579 200 367,62
* Matériel de transport	223 266 534,90		35 056 309,96	258 322 844,86
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	30 837 376,94		2 147 326,13	32 984 703,07
* Autres immobilisations corporelles Informatique				
* Immobilisations corporelles en cours				

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Exercice Clos le 31.12.2019

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
"Immobilisations Incorporelles"	22+						
"Immobilisations corporelles"	23+						
"Immobilisations Financières"	24+ & 25+						
TOTAL							

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice Clos le 31.12.2019

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
<b>Néant</b>									
TOTAL									

## IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

### TABLEAU DES PROVISIONS

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges	32 257 552,00			36 086 940,00			32 157 552,00	36 186 940,00
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>32 257 552,00</b>			<b>36 086 940,00</b>			<b>32 157 552,00</b>	<b>36 186 940,00</b>
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	2 721 138,73	3 090 892,86			2 721 138,73			3 090 892,86
-STOCKS								
-CREANCES								
5. Autres Provisions pour risques et charges	348 123,09		990 003,31			348 123,09		990 003,31
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
<b>SOUS TOTAL (B)</b>	<b>3 069 261,82</b>	<b>3 090 892,86</b>	<b>990 003,31</b>		<b>2 721 138,73</b>	<b>348 123,09</b>		<b>4 080 896,17</b>
<b>TOTAL (A + B)</b>	<b>35 326 813,82</b>	<b>3 090 892,86</b>	<b>990 003,31</b>	<b>36 086 940,00</b>	<b>2 721 138,73</b>	<b>348 123,09</b>	<b>32 157 552,00</b>	<b>40 267 836,17</b>

### TABLEAU DES CREANCES

Exercice Clos le 31.12.2019

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>103 714 495,75</b>		<b>103 714 495,75</b>					
- Prêts immobilisés								
- Autres créances financières	103 714 495,75		103 714 495,75					
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>345 461 515,86</b>		<b>345 461 515,86</b>		<b>192 440 092,07</b>	<b>102 612 624,21</b>	<b>20 756 599,58</b>	
- Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	4 517 257,15		4 517 257,15					
- Clients et comptes rattachés	197 766 154,38		197 766 154,38		192 440 092,07		3 002 472,84	
- Personnel	8 332 248,05		8 332 248,05			8 332 248,05		
- Etat	94 280 376,16		94 280 376,16			94 280 376,16		
- Comptes d'associés	17 754 126,74		17 754 126,74				17 754 126,74	
- Autres débiteurs	257 185,00		257 185,00					
- Comptes de de régularisation-Actif	22 554 168,38		22 554 168,38					



#### IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

#### TABLEAU DES DETTES

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE		AUTRES ANALYSES				
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recou- vrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organl.Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
- Emprunts obligataires Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT	<b>172 899 877,72</b>		<b>172 899 877,72</b>		<b>4 015 047,48</b>	<b>44 514 543,43</b>	<b>29 780 620,58</b>	
- Fournisseurs et comptes rattachés	112 267 442,08		112 267 442,08		4 015 047,48		29 780 620,58	
- Clients créditeurs, avances et acomptes								
- Personnel	14 265 444,09		14 265 444,09					
- Organismes sociaux	14 067 001,41		14 067 001,41			14 067 001,41		
- Etat	30 447 542,02		30 447 542,02			30 447 542,02		
- Comptes d'associés								
- Autres créanciers								
- Comptes de de régularisation-Passif	1 852 448,12		1 852 448,12					

#### TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

Tiers Crédeurs ou Tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données		Néant			
Sûretés reçues		Néant			

(1) Gage: 1 - Hypothèque: 2 - Nantissement: 3 - Warrant: 4 - Autres: 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)  
(entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

#### IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

#### ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

DU 01/01/2019 AU 31/12/2019		
ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice précédent
Avals et cautions	15 994 000,00	16 008 000,00
Engagements en matières de pensions de retraites et obligations similaires	35 462 000,00	35 188 000,00
Autres engagements donnés		
– Couvertures métaux : Gains Latents		
– Couvertures métaux : Pertes Latentes	545 528 000,00	
<b>TOTAL(I)</b>	<b>596 984 000,00</b>	<b>51 196 000,00</b>
(I) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées.....		

ENGAGEMENTS RECUS	Montants exercice	Montants Exercice précédent
Avals et cautions	1 200 000,00	
Autres engagements reçus	Néant	Néant
<b>TOTAL</b>	<b>1 200 000,00</b>	<b>-</b>

#### TABLEAU DES BIENS EN CREDIT BAIL

Exercice Clos le 31.12.2019										
Rubriques	Date de la 1ère échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant de l'exercice des redevances	Redevances restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin de contrat	Observations
							A moins d'un an	A plus d'un an		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Plateau Twin	01/04/2009	120	20 000 000,00	120	25 045 043,40	642 180,60			2 000 000,00	Contrat 15928-CM-O

#### DETAIL DES POSTES DU C.P.C

Exercice Clos le 31.12.2019			
POSTE	ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
611	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
	<u>Achats revenus de marchandises</u>		
	* Achats de marchandises		777 090,60
	* Variation des stocks de marchandises		
	<b>Total</b>		<b>777 090,60</b>
612	<u>Achats consommés de matières et fournitures</u>		
	* Achats de matière premières		
	* Variation des stocks de matières premières		
	* Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages	146 454 706,21	155 376 489,76
	* Variation des stocks de matières, fournitures et emballages	211 204,20	-6 190 830,43
	* Achats non stockés de matières et de fournitures	62 707 265,90	61 306 487,33
	* Achats de travaux, études et prestation de services	151 778 624,80	176 942 803,47
	<b>Total</b>	<b>361 151 801,11</b>	<b>387 434 950,13</b>
613/614	<u>Autres charges externes</u>		
	* Locations et charges locatives	7 897 892,43	8 746 767,97
	* Redevances de crédit-bail	642 180,60	32 717 517,24
	* Entretien et réparations	1 788 509,70	2 869 874,69
	* Primes d'assurances	9 043 571,36	6 955 260,49
	* Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise		
	* Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 697 110,03	2 267 136,96
	* Redevances pour brevets, marque, droits ...	59 858 487,75	44 824 478,86
	* Transports	15 270 805,02	14 794 515,99
	* Déplacements, missions et réceptions	6 746 705,94	7 775 510,67
	* Reste du poste des autres charges externes	4 687 911,74	5 150 485,23
	<b>Total</b>	<b>107 633 174,57</b>	<b>126 101 548,10</b>
617	<u>Charges de personnel</u>		
	* Rémunération du personnel	129 483 755,48	137 106 521,57
	* Charges sociales	46 917 574,96	55 758 884,53
	* Reste du poste des charges de personnel	45 085 394,73	40 172 983,76
	<b>Total</b>	<b>221 486 725,17</b>	<b>233 038 389,86</b>
618	<u>Autres charges d'exploitation</u>		
	* Jetons de présence	480 000,00	480 000,00
	* Pertes sur créances irrécouvrables		
	* Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	<b>Total</b>	<b>480 000,00</b>	<b>480 000,00</b>
638	<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
	<u>Autres charges financières</u>		
	* Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste des autres charges financières		
	<b>Total</b>		
658	<b>CHARGES NON COURANTES</b>		
	<u>Autres charges non courantes</u>		
	* Pénalités sur marchés et débits		
	* Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)		
	* Pénalités et amendes fiscales		
	* Créances devenues irrécouvrables		
	* Reste du poste des autres charges non courantes	951 754,99	4 931 607,54
	<b>Total</b>	<b>951 754,99</b>	<b>4 931 607,54</b>

#### IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

##### DETAIL DES POSTES DU C.P.C

POSTE	ELEMENTS	Exercice Clos le 31.12.2019	
		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
711	<u>Ventes de marchandises</u>		
	* Ventes de marchandises au Maroc		
	* Ventes de marchandises à l'étranger		
	* Reste du poste des ventes de marchandises		
	<b>Total</b>		
712	<u>Ventes des biens et services produits</u>		
	* Ventes de biens au Maroc		
	* Ventes de biens à l'étranger		
	* Ventes des services au Maroc		
	* Ventes des services à l'étranger	840 938 463,34	663 063 052,93
	* Redevances pour brevets, marques, droits ...		
	* Reste du poste des ventes et services produits	10 832 172,31	14 995 605,44
	<b>Total</b>	851 770 635,65	678 058 658,37
713	<u>Variation des stocks de produits</u>		
	* Variation des stocks des biens produits	32 289 973,76	2 707 451,83
	* Variation des stocks des services produits		
	* Variation des stocks des produits en cours		
	<b>Total</b>	32 289 973,76	2 707 451,83
718	<u>Autres produits d'exploitation</u>		
	* Jeton de présence reçus		
	* Reste du poste (produits divers)		
	<b>Total</b>		
719	<u>Reprises d'exploitation, transferts de charges</u>		
	* Reprises d'exploitation	2 721 138,73	2 116 053,30
	* Transferts de charges		
	<b>Total</b>	2 721 138,73	2 116 053,30
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
738	<u>Intérêts et autres produits financiers</u>		
	* Intérêt et produits assimilés	1 167 537,48	7 911 456,88
	* Revenus des créances rattachées à des participations		
	* Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste intérêts et autres produits financiers	2 420 421,38	2 393 247,28
	<b>Total</b>	3 587 958,86	10 304 704,16

#### PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

##### PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019	
	MONTANT	MONTANT
I. RESULTAT NET COMPTABLE		
* Bénéfice net	91 144 420,57	
* Perte nette		
II. REINTEGRATIONS FISCALES	45 123 921,58	
1. Courantes		
* Cadeaux		
* Dons non déductibles	824 749,25	
* Ecart de Conversion Passif Année 2019.	305 976,96	
* Provision Pour Dépréciation .	3 090 892,86	
* Charges sur exercices antérieurs	61 261,71	
* Amort et/ou redevances non déductibles	350 265,00	
<b>Total des réintégrations courantes</b>	4 633 145,78	
2. Non courantes		
* Provision pour risque	36 086 940,00	
* Impôt sur les résultats	4 287 457,00	
* Autres charges non courantes non déductibles	116 378,80	
Total des réintégrations non courantes	40 490 775,80	
III. DEDUCTIONS FISCALES		35 015 164,64
1. Courantes		
* Reprise sur provision pour dépréciation du stock.		2 070 205,36
* Reprise Ecart de Conversion Passif 2018.		787 407,28
Total des déductions fiscales courantes		2 857 612,64
2. Non courantes		
* Reprise Provision Pour Risque.		32 157 552,00
Total des déductions fiscales non courantes		32 157 552,00
<b>TOTAL</b>	136 268 342,15	35 015 164,64
IV. RESULTAT BRUT FISCAL		Montants
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		101 253 177,51
<b>Déficit brut fiscal si T2 &gt; T1 (B)</b>		
V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)	101 253 177,51	
* Exercice n - 4		
* Exercice n - 3		
* Exercice n - 2		
<b>* Exercice n - 1</b>		
<b>* Déficit absorbé sur les amortissements indéfiniment reportables</b>	101 253 177,51	
VI. RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		
ou déficit net fiscal (B)		
		Montants
<b>VII. CUMUL DES REPORTS DE DEFICITS SUR AMORTISSEMENTS</b>		169 190 632,89
VIII. CUMUL DES DEFICITS D'EXPLOITATION RESTANT A REPORTER FISCALEMENT		
* Exercice n - 4		
* Exercice n - 3		
* Exercice n - 2		
* Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

## IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

### DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOT

Exercice Clos le 31 12 2019

I DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Resultat courant d'après C P C	(+,-)	100 109 221,18
Réintégrations fiscales sur opération courantes	(+)	4 633 145,78
Déductions fiscales sur opération courantes	(-)	2 857 612,64
Resultat courant théoriquement imposable	(=)	101 884 754,32
Impôt théorique sur Resultat courant	(-)	4 287 457,00
Resultat courant après impôt	(=)	97 597 297,32
II INDICATION DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES		

### DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations TVA de l'exercice	Solde fin d'exercice (1 + 2 - 3 = 4)
	1	2	3	
A. T.V.A. Facturée		51 352 586,00	51 352 586,00	
B. T.V.A. Récupérable	64 932 416,93	110 650 821,20	108 607 544,69	66 975 693,44
* sur charges	57 567 435,60		-3 505 796,02	61 073 231,62
* sur charges	5 401 052,76	44 161 495,80	44 929 082,30	4 633 466,26
* sur immobilisations	1 963 928,57	66 489 325,40	67 184 258,41	1 268 995,56
C. T.V.A. dûe ou crédit de T.V.A = (A - B)	-64 932 416,93			-66 975 693,44

### PASSIF EVENTUELS

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE DES CHANGEMENTS
Néant

### ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital : 164 509 000.00 Dh

Exercice Clos le 31.12.2019

Nom, prénom ou ou raison sociale des principaux associés (1)	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice précédent	Exercice actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
1	2	3	4	5	6	7	8
MANAGEM	"TWIN CENTER TOUR A ANGLE BD ZERKTOUNI CASABLANCA"	1320360	1320360	100,00	132 036 000,00	132 036 000,00	132 036 000,00
AUTRES PORTEURS		324636	324636	100,00	32 463 600,00	32 463 600,00	32 463 600,00
CIE DE TIFNOU TIRANIMINE	"TWIN CENTER TOUR A ANGLE BD ZERKTOUNI CASABLANCA"	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
SFGP	60 RUE D'ALGER CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
SIGER	5 AV LA PRINCESSE LALLA MERYEM RABAT	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
TOUMI IMAD	"TWIN CENTER TOUR A ANGLE BD ZERKTOUNI CASABLANCA"	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
ABARRO ABDELAZIZ	7, RUE DES SAPINS CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
BENYAKHLEF RACHID	ATTIJARIWAFABANK AG MASOUR EDDAHBI CASA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
LOUALI AHMED	55, LOT BONVILLARD SOUISSI RABAT	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
BASSIM JAI HOKIMI	3, ALLEE DES MIMOSAS ANFA CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
BENKHADRA AMINA	39, RUE CADI AHMED MOULINE SOUISSI RABAT	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
ALJ OMAR	BP N° 13005 CASA PRINCIPALE	17	17	100,00	1 700,00	1 700,00	1 700,00
ALJ MOHAMED	BP N° 13005 CASA PRINCIPALE	17	17	100,00	1 700,00	1 700,00	1 700,00
JABRI TOURIA	BP N° 13005 CASA PRINCIPALE	51	51	100,00	5 100,00	5 100,00	5 100,00

(1) Quant le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.

#### IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

#### ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Exercice Clos le 31.12.2019

ELEMENTS	MONTANT	ELEMENTS	MONTANT
<b>A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>		<b>B. AFFECTATION DES RESULTATS</b>	
Décision AGO du..... 27/05/2019.		* Réserve légale	
* Report à nouveau	681 029 025,88	* Autres réserves	0,00
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice 2018	-178 835 478,22	* Dividendes (affectés après distribution à l'augmentation du Capital social)	
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations (en instance d'affectation)	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	502 193 547,66
<b>TOTAL A</b>	<b>502 193 547,66</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>502 193 547,66</b>
<b>TOTAL A = TOTAL B</b>			

#### RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE DES INDICATIONS	Exercice n - 2	Exercice n - 1	Exercice n
<b>SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE</b>			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisation en non valeurs	1 418 185 200,86	1 096 226 892,64	1 187 371 313,21
<b>OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			
1.Chiffres d'affaires hors taxes	1 124 683 255,30	678 058 658,37	851 770 635,65
2.Résultat avant impôt	292 574 339,11	-175 372 978,22	95 431 877,57
3.Impôt sur les résultats	53 597 330,00	3 462 500,00	4 287 457,00
4.Bénéfices distribués	246 763 500,00	143 122 830,00	
5.Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)			
<b>RESULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par action et S A R L)</b>			
Résultat net par action ou part social	145,27	**NEANT**	55,40
Bénéfices distribués par action ou part social			
<b>PERSONNEL</b>			
Montant des salaires bruts de l'exercice	137 192 048,12	137 106 521,57	129 483 755,48
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	847,00	827,00	790,00

#### TABLEAU DES OPERATIONS EN DEVICES COMPTABILISEES PENDANT L'EXERCICE

Du 01.01.2019 au 31.12.2019

NATURE	Entrée Contre -valeur en DH	Sorties Contre -valeur en DH
.Financement permanent		
.Immobilisations brutes		8 541 552,88
.Rentrée sur Immobilisations		
.Remboursement des dettes de financement		
.Produits	840 938 463,34	
.Charges		80 151 334,78
<b>TOTAL DES ENTREES</b>	<b>840 938 463,34</b>	
<b>TOTAL DES SORTIES</b>		<b>88 692 887,66</b>
<b>BALANCE DEVICES</b>		<b>752 245 575,68</b>
<b>TOTAL</b>	<b>840 938 463,34</b>	<b>840 938 463,34</b>

#### DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

##### DATATION

Du 01 01 2019 au 31 12 2019

. Date de clôture (1)	31 12 2019
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	20 03 2020
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses	

II EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ER COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATE	INDICATION DES EVENEMENTS	
20.03.2020	Favorables	NEANT
	Défavorables:	L'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie de COVID 19 n'entraîne pas d'ajustements des comptes au 31 décembre 2019 et ne remet pas en cause la continuité d'activité de la société. Des travaux sont en cours pour estimer l'impact sur les prévisions budgétaires.



› **RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**



**Fidaroc Grant Thornton**  
47, rue Allal Ben Abdellah  
20 000 Casablanca  
Maroc



**Deloitte Audit**  
Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage  
La Marina – Casablanca  
Maroc

Aux Actionnaires de la  
**Société Métallurgique d'Imiter « SMI » S.A.**  
TWIN CENTER- Tour A, Angle Bd Zerktouni et Bd Al Massira Al Khadra  
Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société Métallurgique d'Imiter S.A. comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1.187.371.313,21 compte tenu d'un bénéfice net de MAD 91.144.420,57. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 20 Mars 2020 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à date.

**Responsabilité de la Direction**

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

**Responsabilité de l'Auditeur**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



**Opinion sur les états de synthèse**

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société Métallurgique d'Imiter S.A. au 31 décembre 2019 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

**Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, arrêté le 20 mars 2020, destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes.

Casablanca, le 29 avril 2020

**Les Commissaires aux Comptes**

**FIDAROC GRANT THORNTON**

FIDAROC GRANT THORNTON  
Membre du Réseau Grant Thornton  
International  
47 Rue Allal Ben Abdellah - Casablanca  
Tél: 05 22 54 49 00 Fax: 05 22 29 66 70

**Faïçal MEKOUAR**  
Associé

**DELOITTE AUDIT**

DELOITTE AUDIT  
Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment C - Tour Ivoire 3, La Marina  
Casablanca  
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34  
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59

**Sakina BENSOUA KORACHI**  
Associée

› RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Fidaroc Grant Thornton  
47, rue Allal Ben Abdellah  
20 000 CASABLANCA



Deloitte Audit  
Bd Sidi Mohammed Ben Abdellah  
Bâtiment C- Tour Ivoire 3- 3<sup>ème</sup> étage  
La Marina- CASABLANCA

Aux Actionnaires de la  
**Société Métallurgique d'Imiter (SMI)**  
TWIN CENTER, Tour A, Angle Bd Zerktouni et Bd Al Massira Al Khadra  
Casablanca

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019**

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le Président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

**1. CONVENTION CONCLUE AU COURS DE L'EXERCICE**

Le Président de votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

**2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE**

**2.1 Convention de recherche avec CTT filiale du GROUPE MANAGEM**

- Nature et objet de la convention :  
Cette convention en date du 1<sup>er</sup> janvier 2006 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à CTT.
- Modalités essentielles :  
Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :



- Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
- Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

**2.2 Conventions conclues avec CMG filiale du GROUPE MANAGEM**

**2.2.1 Convention de recherche avec CMG**

- Nature et objet de la convention :  
Cette convention en date du 1<sup>er</sup> janvier 2006 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à CMG.
- Modalités essentielles :  
Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :
  - Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
  - Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

**2.2.2 Convention de cession de permis d'exploitation 3093 concernant le domaine BOUSKOUR conclue avec CMG filiale du GROUPE MANAGEM.**

- Nature et objet de la convention :  
Cette convention de cession en date du 12 juin 2007 a pour objet de définir les termes et conditions de :
  - La cession par SMI à CMG du domaine d'intérêt « BOUSKOUR » ;
  - La réalisation par CMG d'un programme de travaux et de recherche visant l'exploitation et l'évaluation des réserves et ressources de minerais dans le domaine d'intérêt ;
  - La mise en exploitation éventuelle du ou des gisements découverts.



- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

### 2.2.3 Convention de cession des permis d'exploitation 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100 et 3101 concernant le domaine de BOUSKOUR conclue avec CMG filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention : Cette convention de cession en date du 30 décembre 2008 a pour objet de définir les termes et conditions de :

- Cession par SMI à CMG du Domaine d'intérêt « BOUSKOUR » ;
- Réalisation par CMG d'un programme de travaux et de recherche visant l'exploration et l'évaluation des réserves et ressources de minerais dans le Domaine d'intérêt ;
- La mise en exploitation éventuelle du ou des gisements découverts.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

### 2.3 Convention de gestion de trésorerie avec Akka Gold Mining (AGM) filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention : Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes sociétés du Groupe Managem dans le but d'optimiser à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.

- Modalités essentielles : Ces avances de trésorerie sont rémunérées au taux de 4,15 % l'an.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

### 2.4 Conventions conclues avec AL MADA (ex SNI)

#### 2.4.1 Convention de rémunération de gestion de AL MADA actionnaire et administrateur du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :



Cette convention, autorisée par le Conseil d'Administration du 9 mai 1997, porte sur les prestations fournies à SMI par AL MADA S.A. dans les domaines de la contribution de la Présidence et de la Direction Générale, à la défense des intérêts du secteur des mines, l'assistance juridique, le contrôle de gestion, le conseil financier et fiscal et ressources humaines.

- Modalités essentielles : La rémunération, fixée au maximum à 1% du chiffre d'affaires hors taxes, est arrêtée pour l'exercice 2019 à 0,425% du chiffre d'affaires, suivant avenant daté du 27 mars 2009.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2019, la charge comptabilisée par SMI dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 3.602 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 3.398.

#### 2.4.2 Convention de gestion de trésorerie avec AL MADA actionnaire et administrateur du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention : Cette convention, autorisée par votre conseil d'administration du 16 mars 1999, vise à centraliser les opérations de trésorerie dans le but d'optimiser à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

### 2.5 Convention d'inventeur de gisement conclue avec le BRPM actionnaire de SMI

- Nature et modalités de la convention : La convention, en date du 2 avril 1969, prévoit au titre de l'indemnité d'inventeur de gisement une redevance annuelle égale à 6% du bénéfice d'exploitation net après amortissements.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2019, la charge comptabilisée par SMI dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 6 756 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

### 2.6 Conventions avec MANAGEM actionnaire de SMI

#### 2.6.1 Convention d'administration des affaires

- Nature et modalités de la convention : La convention prévoit les prestations fournies à SMI par MANAGEM dans les domaines de la Direction Générale, de la gestion courante des opérations de trésorerie, du contrôle de



gestion, de l'assistance financière, juridique et fiscale, du développement, de l'administration des systèmes d'information, de la commercialisation et de l'administration des ventes.

- Modalités essentielles :  
La rémunération est fixée à 4,65% du chiffre d'affaires hors taxes.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2019, la charge comptabilisée par SMI dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 39.415 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 37.183.

#### 2.6.2 Convention de gestion et suivi des approvisionnements

- Nature de la convention :  
La convention prévoit que MANAGEM assure les approvisionnements en consommables et pièces de rechange pour les besoins de l'exploitation et de la maintenance de SMI.
- Modalités essentielles :  
La rémunération est fixée à 3% des achats stockés.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2019, la charge comptabilisée par SMI dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 4.401 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 4.304.

#### 2.6.3 Convention d'administration du personnel

- Nature de la convention :  
La convention prévoit que MANAGEM assure la gestion de la paie, le recrutement des agents de maîtrise et des ouvriers, la formation, la communication et la mise en place de la démarche qualité.
- Modalités essentielles :  
La rémunération est fixée à 2,5 % de la masse salariale.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2019, la charge comptabilisée par SMI dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 5.580 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 5.771.

#### 2.6.4 Convention de gestion de trésorerie

- Nature de la convention :  
Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes sociétés du Groupe MANAGEM dans le but d'optimiser à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.



- Modalités essentielles :  
Ces avances de trésorerie ont été rémunérées courant 2019 au taux de 4,15 % l'an. L'encours au 31 décembre 2019 s'élève à 17 754 127 MAD.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2019, les produits et charges comptabilisés par SMI dans le cadre de cette convention s'élèvent respectivement à KMAD 1.168 et KMAD 781 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Cette convention a généré des encaissements et des décaissements s'élevant respectivement à KMAD 570 et KMAD 705.

#### 2.7 Convention de recherche avec REMINEX filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature de la convention :  
Cette convention en date du 29 décembre 1997 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à REMINEX.
- Modalités essentielles :  
Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :
  - Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
  - Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

#### 2.8 Convention de recherche avec TECHSUB filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature de la convention :  
Cette convention en date du 29 décembre 1997 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à TECHSUB.
- Modalités essentielles :  
Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :
  - Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;





- Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

### 2.9 Convention de recherche avec SOMIFER filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature de la convention :  
Cette convention en date du 1<sup>er</sup> janvier 2005 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à SOMIFER.
- Modalités essentielles :  
Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :
  - Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
  - Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

Casablanca, le 29 avril 2020

### Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON  
Membre du Réseau Grant Thornton  
International  
47, Rue Allal Bey Abdellah - Casablanca  
Tél: 05 22 54 49 00 Fax: 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR  
Associé

DELOITTE AUDIT

DELOITTE AUDIT  
Sakina BENSOUA KORACHI  
Bâtiment "C" - Tour 2, La Marina  
Casablanca  
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34  
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina BENSOUA KORACHI  
Associée



## › ÉTAT DES HONORAIRES VERSÉS AUX CONTRÔLEURS DE COMPTES DE SMI

	FIDAROC GT						DELOITTE					
	Montant/Année			Pourcentage/Année *			Montant/Année			Pourcentage/Année *		
	2019	2018	2017	2019	2018	2017	2019	2018	2017	2019	2018	2017
<b>Commissariat aux comptes, Certification, Examen des comptes individuels et consolidés</b>	135.000,00	135.000,00	135.000,00	100%	100%	100%	135.000,00	135.000,00	135.000,00	100%	100%	100%
<b>Emetteur</b>	135.000,00	135.000,00	135.000,00	100%	100%	100%	135.000,00	135.000,00	135.000,00	100%	100%	100%
<b>Filiales</b>	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire au comptes</b>	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
<b>Emetteur</b>	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
<b>Filiales</b>	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
<b>Sous-total</b>	135.000,00	135.000,00	135.000,00	100%	100%	100%	135.000,00	135.000,00	135.000,00	100%	100%	100%
<b>Autres prestations rendues</b>	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
<b>Autres</b>	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
<b>Sous-total</b>	-	-	-				-	-	-			
<b>Total Général</b>	<b>135.000,00</b>	<b>135.000,00</b>	<b>135.000,00</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>135.000,00</b>	<b>135.000,00</b>	<b>135.000,00</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

\* Part de chaque ligne dans le total général de l'année concernée

